

document de travail

août 2007

45

Analyse rétrospective de la crise alimentaire au Niger en 2005

Annexe 5. La crise alimentaire à Guidan Roumji

Younoussi Issa

Assistant de recherche : Issaka Oumarou

Sous la direction de Jean-Pierre Olivier de Sardan, (sardan@ird.ne),
directeur du Centre de recherche en anthropologie / sociologie

LASDEL (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local), Niamey

Contact : Nicolas Meisel, AFD (meiseln@afd.fr)

Département de la Recherche



Agence Française de Développement 5 rue Roland Barthes
Direction de la Stratégie 75012 Paris - France
Département de la Recherche www.afd.fr

SOMMAIRE

Introduction	2
1. Présentation de la zone d'étude	3
1.1. Les aspects géodémographiques	3
1.2. Les aspects socio-économiques	3
1.3. Les aspects politico-institutionnels	5
2. Le contexte et les facteurs explicatifs de la crise alimentaire de 2004-2005 à Guidan Roumji	7
2.1. Le contexte	7
2.2. Les facteurs explicatifs de la crise	7
3. Les stratégies locales de survie face à la crise alimentaire de 2004-2005	10
3.1. Le déstockage et/ou la décapitalisation d'animaux et d'objets familiaux	10
3.2. Les activités génératrices de revenus	11
3.3. La mendicité	14
3.4. L'exode	14
3.5. Les habitudes alimentaires et les modifications liées à la crise	16
4. L'alimentation et le sevrage des enfants	19
4.1. L'alimentation des enfants	19
4.2. Le sevrage	19
4.3. La question de la malnutrition et des différentes trajectoires thérapeutiques pendant la prise en charge sanitaire des enfants	20
5. Les diverses formes d'aide et leur rôle dans l'atténuation de la crise	21
5.1. L'aide de l'Etat du Niger	21
5.2. L'aide de l'Etat fédéral du Nigeria	21
5.3. L'aide des ressortissants	22
5.4. Le rôle des projets, des ONG, des groupements et de la banque céréalière pendant la crise	22
5.5. L'aide arabo-islamique	23
5.6. Les actions de Médecins sans frontières (MSF)	24
5.7. L'aide du projet de réhabilitation des aveugles et handicapés du Niger (PRAHN)	25
6. Les modalités de la gestion locale de l'aide et les appréciations et perceptions de la crise par les populations	27
6.1. Les modalités de la gestion locale de l'aide	27
6.2. Les appréciations et perceptions de la crise	28
Conclusion	34
Bibliographie	35
Sigles et acronymes	36

Introduction

Les résultats présentés dans ce rapport se fondent sur une étude portant sur la crise alimentaire qu'a connue le Niger pendant la période de soudure 2004-2005. L'enjeu méthodologique de ce travail était de décrire, sur la base de récits des acteurs locaux, la crise alimentaire « vue d'en bas », au plus près des représentations et des perceptions des populations.

Déroulement des recherches et méthodologie

L'étude a commencé par un travail documentaire à Niamey. Ainsi, des mémoires, des rapports d'études, des ouvrages portant sur les systèmes de production, sur les changements écologiques, sur les différentes famines ou crises alimentaires qu'a connus le Niger durant les deux dernières décennies ont été exploités pour une compréhension plus fine du sujet.

L'enquête de terrain s'est essentiellement déroulée en zone urbaine (centre urbain de Guidan Roumji). Seul un hameau du nom de Yamia Kalgo, situé à environ deux kilomètres de la ville, a été investigué pour des besoins de triangulation. Le travail s'est appuyé sur un plan articulé autour de plusieurs axes. On y trouve les éléments centraux de la situation alimentaire (avant et pendant la crise, et aujourd'hui) et les interventions extérieures et les diverses formes d'aide, ainsi que les modalités de gestion de la crise au niveau local. L'étude s'est essentiellement concentrée sur les facteurs à l'origine de la crise alimentaire, sur l'enchaînement des événements et sur les effets de l'intervention des acteurs extérieurs dans le traitement de la situation d'urgence. Elle se penche également sur les capacités des pouvoirs publics à gérer la crise et les stratégies déployées par les acteurs locaux pour y faire face.

Les travaux de terrain se sont déroulés du 2 au 16 mai 2006. Ils ont majoritairement pris la forme d'entretiens et d'observations, et ont permis de dégager les facteurs explicatifs de la crise de 2004 à Guidan Roumji. Le choix des différents groupes stratégiques a été dicté par les indicateurs de base élaborés lors de l'atelier de lancement de l'étude qui s'est déroulé le 30 mars 2006 au Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL). L'enquête a été menée par un chercheur du laboratoire, assisté d'un enquêteur. Les entretiens se sont déroulés en français et en haoussa. Ils ont été réalisés dans les différents quartiers de la ville et auprès d'agents de services communaux et départementaux, auprès du personnel de projets et d'organisations non gouvernementales (ONG) ainsi qu'avec des personnes ressources. Au total, une quarantaine d'entretiens ont été menés. Pour la plupart, ils ont été enregistrés et transcrits.

Le rapport s'articule autour de six points :

- la présentation de la zone d'étude,
- le contexte et les facteurs explicatifs de la crise alimentaire à Guidan Roumji,
- les stratégies locales de survie face à la crise de 2004-2005,
- l'alimentation et le sevrage des enfants,
- les diverses formes d'aide et leur rôle dans l'atténuation de la crise,
- les modalités de la gestion locale de l'aide et les appréciations et les perceptions de la crise par les populations.

1. Présentation de la zone d'étude

1.1. Les aspects géodémographiques

Composée de 93 villages et hameaux, la commune urbaine de Guidan Roumji fait partie des cinq communes que compte le département¹ du même nom. Elle se situe à une cinquantaine de kilomètres de Maradi, le chef-lieu de la région et la capitale économique du Niger, et à plus de cinq cents kilomètres de la capitale, Niamey. Elle couvre une superficie de 1 009 km² et a comme chef-lieu la ville de Guidan Roumji.

La zone de Guidan Roumji présente un climat de type sahélo-soudanien. Sa pluviométrie connaît une répartition irrégulière aussi bien dans le temps que dans l'espace. Les quantités de pluie oscillent entre 300 et 400 mm par an, et peuvent atteindre moins de 300 mm selon les années. Les températures les plus basses enregistrées dans l'année se situent entre 15 et 20°C entre décembre et février, tandis que les maximales sont atteintes à 39-42°C entre avril et juin.

Le réseau hydrographique est relativement peu fourni. Il est essentiellement constitué du *goulbi*, le principal cours d'eau saisonnier de la région. Connue sous le nom de « Goulbi de Maradi », il prend sa source au Nigeria, traverse le département de Madarounfa puis celui de Guidan Roumji sur une distance de cinquante kilomètres avant de terminer sa course en territoire nigérian.

Selon le dernier recensement général de la population effectué en 2001, la commune de Guidan Roumji compte 63 599 habitants dont 31 348 hommes et 32 251 femmes. La population du chef-lieu de la commune (Guidan Roumji) est estimée à 10 744 habitants, dont 5 348 hommes et 5 396 femmes. Le taux d'accroissement naturel est de 3,9 % contre 3,5 % pour la moyenne nationale². Le peuplement de la zone est relativement dense, soit 63 habitants³ au km² alors qu'il se situe à 8,72 habitants au km² pour la moyenne nationale.

Les principaux groupes sociolinguistiques sont les Haoussas⁴, les Peuls et les Touareg. On trouve également quelques populations *zarma* et *kanuri*, notamment dans la ville de Guidan Roumji. Leur installation dans la zone est contemporaine à l'urbanisation. Les langues parlées sont le *haoussa*, le peul et le tamasheq. Les identités culturelles et ethniques de chacun des sous-groupes restent marquées, même si certains ont tendance à délaisser leur langue au profit du *haoussa*, qui est la langue la plus parlée.

1.2. Les aspects socio-économiques

Les populations de la commune urbaine de Guidan Roumji consacrent la majorité de leur temps à des activités liées à l'agriculture, à l'élevage, au commerce, à l'artisanat et à la pêche.

Ces activités économiques suivent pour la plupart un rythme saisonnier lié au calendrier agricole. Outre la culture du mil, du sorgho, du haricot, du sésame et de l'oseille (cultures sous pluies), et celle de la tomate, de la courge, du melon, du haricot vert, de la pastèque et du maïs (cultures de contre-saison), les populations cultivent également l'arachide

¹ Le département de Guidan Roumji est subdivisé en cinq communes dont deux communes urbaines (Guidan Roumji et Tchibiri) et trois communes rurales (Guidan Sori, Chadakori et Say Saboua).

² Le Niger connaît la plus forte croissance démographique au monde. Il compte 8 enfants en moyenne par femme et détient aussi le plus fort taux de mortalité maternelle et néo-natale, soit 7 pour 1 000 femmes et 278 pour 1 000 enfants selon les statistiques officielles du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

³ Ces chiffres sont obtenus en rapportant la population à la superficie de la commune.

⁴ Dans ce groupe, on inclut les *Gobérawa*, les *Adrawa* et les *Arawa* qui ont la caractéristique commune de parler la même langue, le *Haoussa*.

et le souchet, qui rapportent des revenus substantiels aux paysans. Certains disposent de champs dont la superficie excède cinq hectares.

Les cultures de contre-saison se pratiquent dans les *fadama*, c'est-à-dire sur des terres situées au bord et dans le lit du Goulbi. L'agriculture hivernale se fait sur les *jigawa* et dans les *korey* ; les unes, les *jigawa*, étant des terres lessivées et de moins en moins fertiles, et les autres, les *korey*, constituant les terres des bassins versants, qui sont elles plus riches que les précédentes. La culture attelée est relativement développée dans la zone, notamment grâce à l'utilisation de la charrue. Cependant, la baisse continue de la fertilité des sols hypothèque les rendements. Les sols sont en général lessivés à plus de 80 % avec des productivités relativement faibles, se situant parfois à moins de 500 kg à l'hectare.

Le mode de culture dominant est la culture associée : le mil, le sorgho, le maïs et parfois l'arachide se cultivent sur le même champ. Seul le souchet existe en culture pure. La production agricole est fortement tributaire des aléas climatiques : elle est bonne lorsque la pluviométrie annuelle est abondante et bien répartie dans le temps et l'espace, et inversement insuffisante ou mauvaise lorsque les pluies sont irrégulières et peu abondantes. A cet aléa s'ajoutent les invasions acridiennes et les attaques des mineuses des laitues, qui détruisent parfois les cultures.

L'élevage garde une place de choix dans la commune. Il constitue le second pilier de l'économie locale et est pratiqué par tous les groupes ethniques. Le cheptel se compose principalement de bovins, d'ovins, de caprins et de camelins. L'aviculture est également pratiquée de manière traditionnelle, aussi bien au centre urbain que dans les villages. Elle constitue une source importante de revenus pour les familles. Les produits de l'élevage (lait, beurre, etc.) et de l'aviculture sont destinés à la consommation familiale et à la vente⁵. Guidan Roumji abrite un marché de bétail très florissant, attirant aussi bien des marchands de la région (Maradi) et que des régions avoisinantes (Tahoua) et parfois même du Nigeria. L'élevage existe sous deux formes principales : l'élevage intensif et l'élevage extensif.

L'élevage intensif se fait sous forme d'embouche de petits ruminants (moutons et chèvres notamment) et/ou de quelques têtes de vaches laitières. Certaines espèces du cheptel sont utilisées pour la traction animale : il s'agit des bœufs pour charrettes, élevés par certains ménages en ville comme au village.

L'introduction de l'embouche dans les campagnes nigériennes est une initiative des projets de développement. Ce sont surtout les femmes qui la pratiquent, et le volet féminin du programme spécial du président de la République a permis à nombre d'entre elles de faire valoir leur savoir-faire dans ce domaine. L'ONG CARE international, qui intervient depuis plusieurs années dans le département de Guidan Roumji, a développé l'accès des femmes à l'élevage de petits ruminants.

L'élevage extensif est lui spécifiquement réservé à certains groupes socioculturels peuls et bellas. Ils élèvent leurs propres animaux mais aussi ceux des sédentaires contre paiement de frais de gardiennage. Le contrat entre le berger et le propriétaire d'animaux est verbal et repose sur la confiance réciproque.

Les modes de paiement sont de deux sortes : annuel et hebdomadaire. Pour le paiement annuel, les tarifs s'élèvent à 1 000 FCFA par vache et 500 FCFA par mouton ou chèvre. Pour le paiement hebdomadaire, les prix s'élèvent à 100 FCFA pour les gros ruminants (vaches) et à 50 FCFA pour les petits ruminants (moutons et chèvres).

⁵ Le marché de Guidan Roumji se tient tous les dimanches. Il constitue le principal lieu de ravitaillement en lait des populations des villages environnants.

Les aires de pâturages sont nombreuses, ce qui fait de Guidan Roumji une zone de grande transhumance qui attire les éleveurs en provenance du Nigeria et du Cameroun. Les conflits liés à l'occupation de l'espace (agriculture et élevage) sont fréquents, mais la création de couloirs de passage a permis d'atténuer quelque peu les différents conflits. La commission foncière joue en ce sens un grand rôle.

L'artisanat est assez développé dans la commune. Dans la ville de Guidan Roumji et ses hameaux environnants (tel que Yamia Kalgo), on relève la pratique de la forge, du tissage des nattes, de la poterie et du travail de bois pour la fabrication des mortiers. La poterie et le tissage de nattes sont exercés aussi bien par les hommes que par les femmes, tandis que la forge et la fabrication de mortiers sont des activités exclusivement réservées aux hommes. Néanmoins, malgré l'importance de l'artisanat dans la commune, celui-ci se caractérise par son manque d'organisation.

La pêche est très embryonnaire dans la commune. Elle se pratique sur le *goulbi* pendant la saison des pluies, lorsque le cours se remplit d'eau, ce qui confère à la pêche un caractère saisonnier. Seules les populations haoussas l'exercent. La production est essentiellement destinée à la consommation, mais les excédents des prises sont parfois acheminés et vendus sur les marchés locaux.

Les marchés⁶ de la commune sont tous hebdomadaires. Ce sont de véritables lieux d'animations, où d'énormes transactions sont passées entre les négociants venus des différents villages de la commune, mais aussi des communes avoisinantes (Maradi, Tchibiri, etc.), voire de la région de Tahoua et même du Nigeria.

L'activité commerciale occupe une place de choix dans la vie économique des populations de Guidan Roumji. Le commerce est assez diversifié et s'articule autour de plusieurs créneaux porteurs, à savoir les produits agro-pastoraux, les produits manufacturiers, les produits de pêche⁷, l'habillement, les condiments, les produits de l'artisanat, le commerce d'essence⁸, etc. L'activité commerciale reste cependant largement dominée par le secteur informel.

L'exode, et en particulier l'exode rural saisonnier, est assez développé dans la commune. Cette situation pourrait avoir un lien avec la proximité du Nigeria qui constitue la principale destination de la grande majorité des migrants. On note également l'exode des jeunes hommes, essentiellement vers la ville économique de Maradi ainsi que d'autres gros centres urbains du pays tels que Niamey, celui-ci étant principalement motivé par la nécessité de faire face aux dépenses liées à l'habillement et au paiement de la dot.

1.3. Les aspects politico-institutionnels

L'actuelle commune urbaine de Guidan Roumji résulte du nouveau découpage administratif à l'issue duquel tous les départements du Niger furent transformés en régions, et les arrondissements en départements, au sein desquels se trouvent des communes urbaines et rurales.

⁶ Il existe quatre marchés hebdomadaires dans la commune urbaine de Guidan Roumji. Le marché de Guidan Roumji s'anime chaque dimanche.

⁷ On trouve actuellement sur le marché de Guidan Roumji du poisson en provenance de Madarounfa et du Nigeria.

⁸ Il n'existe aucune station d'essence à Guidan Roumji et la proximité avec le Nigeria favorise la vente informelle de l'essence.

Le processus démocratique enclenché au Niger depuis plus d'une décennie fut suivi de près dans la région, et Guidan Roumji n'est pas restée en marge de la refondation du système politico-administratif qui en est issue.

La démocratisation de la sphère politique nationale a commencé à partir des années 1991, et s'est manifestée au niveau local par l'implantation de plusieurs partis politiques. Le conseil communal, issu des élections municipales de juillet 2004, est constitué des représentants de quatre formations politiques qui se partagent les dix-sept sièges de conseillers élus⁹ : le Mouvement national pour la société de développement (MNSD, huit sièges), le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS, cinq sièges), la Convention démocratique et sociale (CDS, deux sièges) et le Rassemblement social démocrate (RSD, deux sièges).

Chef-lieu de commune et de département, Guidan Roumji abrite par ailleurs le siège de la chefferie de canton, dont l'autorité s'exerce sur cinquante-sept villages administratifs et la ville de Guidan Roumji, qui comprend sept quartiers dirigés respectivement par un chef de quartier.

⁹ Sur dix-sept conseillers élus, seuls quatre résident au chef-lieu de la commune, à savoir le maire, son adjoint et les deux femmes que compte le conseil. Les autres membres se trouvent dans les différents villages et certains ne viennent à Guidan Roumji qu'à l'occasion des réunions.

2. Le contexte et les facteurs explicatifs de la crise alimentaire de 2004-2005 à Guidan Roumji

2.1. Le contexte

A l'instar des autres localités du département et de la région de Maradi, les performances économiques de la ville de Guidan Roumji sont essentiellement dépendantes de l'agriculture et de l'élevage. Ainsi, selon le service départemental de l'Agriculture, 80 % de la population urbaine pratique l'agriculture et près de 60 % pratique à la fois l'agriculture et l'élevage. On note par ailleurs que le commerce prend un essor considérable en raison de la frontière avec le Nigeria et que, de par son caractère rudimentaire, l'artisanat garde une place de choix dans les activités économiques de certaines populations de la commune.

La crise alimentaire de 2004-2005 est intervenue dans un contexte de démographie exponentielle, de forte pression foncière et de dégradation accélérée des ressources naturelles liée aux actions conjuguées de l'homme et de la nature, accompagnée d'une paupérisation croissante d'une frange importante de la population locale.

Les enquêtes menées sur le terrain ont permis de déterminer certains facteurs explicatifs de cette crise.

2.2. Les facteurs explicatifs de la crise

2.2.1 Une mauvaise campagne agricole due à l'arrivée tardive et à l'arrêt précoce des pluies

Dans son ensemble, la campagne agricole de 2004 a été jugée particulièrement médiocre dans le département de Guidan Roumji, l'installation tardive de la saison hivernale, ainsi que l'arrêt précoce des pluies et leur répartition inégale dans le temps et l'espace, étant en partie responsables de ces mauvais résultats.

Globalement, le service départemental de l'Agriculture relève des quantités de pluies légèrement inférieures à la moyenne. L'année 2004 aurait connu moins de 400 mm de pluies, alors que la normale se situe entre 400 et 500 mm. La production agricole a été largement en deçà des espérances et des attentes des populations : on compte plus de 50 % de déficit céréalière pour la ville, et jusqu'à 70 % de déficit dans plus de 50 %¹⁰ des villages agricoles du département. Les exploitations familiales n'ayant pas de stocks céréalières significatifs pendant la crise étaient donc nombreuses. Bon nombre de ménages avaient achevé de consommer leur production de l'année précédente (2003) et se sont de ce fait retrouvés dans une situation de précarité et de dépendance vis-à-vis des ménages moins vulnérables. Le responsable du service de l'Elevage dresse à son tour un tableau particulièrement sombre pour le bétail : le déficit fourrager est évalué dans des proportions tout aussi importantes, soit 60 % à la fin de la campagne hivernale.

A ces éléments explicatifs s'ajoutent les conséquences des attaques acridiennes, dont l'arrivée dans la région a semble-t-il été signalée dès le mois de juillet 2004.

Enfin, il faut mentionner que la plupart des ménages urbains ont commercialisé une partie de leur production de manière à répondre à des obligations sociales ou de paiement d'impôt, etc.

Selon le maire adjoint de la commune, « c'est devenu une tradition pour les paysans qu'après les récoltes, ils s'adonnent à des gaspillages en vendant les céréales pour se marier ou pour organiser d'autres cérémonies, comme par exemple les baptêmes. »

¹⁰ Ces chiffres ont été fournis par le service départemental de l'Agriculture.

Les enquêtes de terrain nous ont également amené à nous interroger sur le système de production local.

2.2.2. Un déficit alimentaire récurrent lié à la faiblesse du système de production

La plupart de nos interlocuteurs sont d'avis que la crise de 2004 n'a été qu'un révélateur de la faiblesse du système de production. Les paysans ont en effet été confrontés à une succession de mauvaises années. Sur le plan de la production agricole, la crise de 2004 n'a donc fait que mettre à jour le déséquilibre structurel qui affecte les ménages, dont les défis sont principalement liés au manque de terres de culture et au problème d'insécurité alimentaire.

« Cela fait plusieurs années que les paysans n'ont pas eu de bonnes récoltes dans cette zone. De 1996 à nos jours, il y a eu plus de mauvaises que de bonnes récoltes, et le plus gros défi auquel nous faisons face ces dernières années, c'est surtout le manque de terres de culture, car il y a de plus en plus de bouches à nourrir et il n'y a pas assez de terres pour tout le monde. » (Le maire adjoint de la commune de Guidan Roumji).

Des études portant sur le Niger (Copans, 1975 ; Alpha Gado, 1993 ; Raynaut, 1983 et 1990, Monimart, 2003) et en particulier sur la région de Maradi (Koné, 2006a et 2006b) attestent que la saturation de l'espace agricole a atteint un seuil critique, avec pour conséquence une crise foncière et sociale permanente, doublée d'une vulnérabilité accrue des populations. La pratique des spéculations foncières au travers du système de gage (*jingina*) et de la vente de terres (*saida*) (Koné, 2006a et 2006b), devenue assez courante au centre urbain de Guidan Roumji, a conduit à une grande disparité dans l'accès au foncier agricole des couches sociales défavorisées.

A Guidan Roumji, la plupart des exploitants agricoles sont confrontés au déficit chronique de la production céréalière et à la faiblesse des revenus financiers générés par la vente de cultures commerciales (arachide et souchet notamment). On note que la baisse croissante de la fertilité des sols a des répercussions considérables sur les rendements.

Les paysans « ne produisent plus assez comme par le passé et les raisons à cela sont multiples, car tantôt ce sont les pluies qui sont insuffisantes et irrégulières, et tantôt ce sont les criquets qui attaquent les récoltes. A cela s'ajoute par ailleurs la fatigue des terres, qui se ressent durement sur la production du mil, du sorgho et de l'arachide, qui sont les principales activités économiques de nos populations. » (Un paysan).

La majeure partie de la population urbaine est ainsi constamment exposée à la précarité et beaucoup éprouvent des difficultés à mettre en œuvre des stratégies « anti-aléatoires ».

La crise alimentaire de 2004-2005 a particulièrement touché les ménages les plus vulnérables et le déficit céréalière a surtout affecté les exploitations familiales déjà affaiblies par une succession de plusieurs années de mauvaises campagnes agricoles. Les ménages vulnérables avaient épuisé très tôt leurs stocks de céréales de 2003 et nombre d'entre eux avaient emprunté des vivres ou de l'argent auprès de commerçants et autres chefs d'exploitations aisés, ou encore décapitalisé des animaux et des objets de valeur (bijoux, équipements familiaux, etc.) pour pouvoir se nourrir.

« Les récoltes de l'année passée ont été très mauvaises et cela a touché beaucoup de familles. Quand la crise est arrivée, on n'avait plus rien à manger dans la maison, car j'ai déjà épuisé le peu que j'avais produit et je ne savais plus où mettre la tête. Finalement, ce qui me restait comme solution, c'était de chercher des crédits auprès de ceux qui en ont et là aussi ce n'était pas acquis d'avance, car il y en a qui donnent et d'autres qui refusent carrément. » (Un paysan).

Par ailleurs, les mauvais résultats économiques de la campagne agricole 2004-2005 ont été aggravés par d'autres facteurs, liés à la faiblesse des approvisionnements des marchés locaux en vivres, notamment en provenance du Nigeria, à la hausse spectaculaire des prix des produits céréaliers (mil, sorgho et maïs) et à l'effondrement des prix des animaux sur les marchés locaux.

2.2.3. Une hausse spectaculaire des cours des céréales et un effondrement des prix du bétail sur les marchés

La période de soudure, qui débute en juin et qui dure en général trois à quatre mois, est d'ordinaire le moment le plus délicat pour les paysans nigériens. C'est là en effet l'époque où la plupart ont épuisé la production de l'année précédente et où ils doivent s'approvisionner en vivres pour pouvoir affronter les prochains travaux champêtres. Pendant cette période, les prix des céréales connaissent généralement une augmentation significative sur les marchés par rapport à la période de récolte, du fait de la forte demande conjuguée à la faible quantité de stocks disponibles.

Entre les mois de juillet et août 2005, les prix des céréales ont atteint un niveau particulièrement élevé sur l'ensemble des marchés de la commune, du département et même de la région, atteignant 800 à 850 FCFA la mesure de 2 à 2,5 kg de mil (mesure appelée « *tiya* »). Sachant qu'un sac de 100 kg de mil contient 40 *tiya*, on aboutit ainsi à l'estimation selon laquelle le sac de mil de 100 kg se vendait à 32 000 FCFA pendant la période de soudure, contre 10 000 FCFA pendant la récolte, soit 250 FCFA la *tiya*.

« Le mil a coûté très cher l'année dernière, car la *tiya*, qui se vendait à 250 FCFA et même moins dans certains cas pendant la récolte, se vendait entre 800 et 900 FCFA pendant la crise. » (Le maire adjoint de la commune de Guidan Roumji).

A la hausse des prix des céréales s'ajoute également l'effondrement des prix du bétail sur les marchés. Au niveau de Guidan Roumji et des autres marchés de la commune, les animaux se vendaient à des prix extrêmement bas. A titre illustratif, la vente d'un bouc ou d'une chèvre ne permettait d'obtenir qu'un sac de céréales de 50 kg au moment où la crise était à son comble (juillet et août 2005), contre 100 à 150 kg en octobre de la même année.

L'effondrement du prix des animaux sur les marchés est lié à deux facteurs principaux : la hausse vertigineuse du prix des céréales et le déstockage relativement important d'animaux par certains ménages, contraints de décapitaliser pour s'acheter des céréales. A ceci s'ajoute également le déficit fourrager, qui a entraîné pour de nombreux éleveurs la perte d'animaux.

3. Les stratégies locales de survie face à la crise alimentaire de 2004-2005

Face à la crise alimentaire de 2004, les populations du centre urbain de Guidan Roumji ont développé divers types de stratégies de survie, allant du déstockage d'animaux et autres objets de valeur à l'exode, la mendicité ou encore la mise en place de diverses activités génératrices de revenus. Il s'agit assurément là d'activités anciennes et généralement connues et pratiquées dans la région, mais qui ont revêtu une ampleur particulièrement importante du fait de la crise.

3.1. Le déstockage et/ou la décapitalisation d'animaux et d'objets familiaux

En milieu urbain, la principale stratégie mise en oeuvre pour faire face à la crise alimentaire a consisté à vendre des terres pour subvenir aux besoins alimentaires de la famille. La terre était vendue tant aux autochtones qu'aux étrangers (les prix variaient en fonction de sa qualité et de sa localisation). Ainsi, les terres lessivées (*jigawa*) n'ont pas eu la même valeur marchande que celles situées au bord du Goulbi (*fadama*) ou les terres des bassins versants (*korey*). Par ailleurs, les terres de la périphérie se sont avérées plus chères que celles de la brousse, comme l'indique M.M., tailleur à Guidan Roumji, dont l'activité principale est l'agriculture, qui a vendu pendant la crise deux champs de la même superficie (1,5 ha) à des prix différents :

« L'année dernière, j'ai vendu deux champs de 1,5 ha chacun à des prix différents : le premier à 150 000 F CFA parce qu'il est proche de la ville, et le second à 75 000 FCFA parce qu'il faut marcher des heures avant d'y arriver. »

Pour certains ménages, la vente a aussi concerné le foncier urbain, avec toutefois une forte dépréciation de la valeur marchande suite, dit-on, à la crise.

« J'ai une grande famille, je suis marié à trois femmes et j'ai vingt-et-un enfants qui vivent actuellement avec moi, hormis les filles qui sont avec leur mari. Pendant la crise, j'ai d'abord vendu un de mes champs à 200 000 FCFA. Quand nous avons fini de manger l'argent, j'ai ensuite vendu une partie de ma concession à 150 000 FCFA. Si ce n'est pas la crise, elle peut coûter deux fois plus cher, c'est-à-dire jusqu'à 300 000 FCFA, mais comme dit l'adage, « ventre affamé n'a pas d'oreille. » (M.A., chef de famille vulnérable).

Au centre urbain, la vente des terres s'opère non pas par le biais d'intermédiaires, mais directement entre le vendeur et l'acheteur en présence de témoins constitués des deux côtés. Une fois la vente conclue, ces derniers apposent leur signature à côté de celle de l'agent de la commission foncière (COFO), et du chef ou des chefs de village ou des quartiers dont sont issus le vendeur et l'acheteur.

Certaines populations urbaines ont également mis leurs terres en gage, pratique qui consiste à toucher une somme d'argent en échange de sa terre (champ). Le nouveau propriétaire peut alors jouir de tous les avantages possibles liés à l'exploitation de la ressource (cultures) jusqu'à remboursement de la somme. Il n'existe aucune règle formelle dans la pratique du gage, qui se déroule généralement entre le gageur et l'acquéreur. Plusieurs personnes disent avoir mis en gage des champs dont elles n'ont pas encore repris possession à cette date.

« J'ai mis mon champ en gage (*zingina*), mais comme je n'ai pas encore remboursé, il reste la propriété du monsieur. » (Un paysan).

Aucun cas de gage concernant le foncier urbain ne nous a été rapporté : il semble que la vente semble prévaloir dans ce domaine.

Par ailleurs, certains ménages ont, face à l'ampleur de la crise, vendu des animaux et divers objets de valeur.

Hadji T.B. et K.A. expliquent qu'elles ont vendu leurs animaux et certains biens de femmes pour pouvoir s'acheter des céréales. La première a vendu un bouc et une chèvre et la seconde, en plus d'une chèvre et d'un mouton, un bijou personnel : « On n'a pas le choix quand on n'a rien à manger dans la maison. J'ai une chèvre et un bouc que j'étais obligée de vendre à des prix très bas : la chèvre à 5 500 FCFA et le bouc à 6 000 FCFA. » (T.B., ménagère).

La seconde interlocutrice nous rapporte : « Les animaux ne coûtaient rien du tout l'année dernière, j'ai vendu deux animaux, une chèvre et un mouton, la chèvre à 7 000 FCFA et le mouton seulement à 13 000 FCFA, mais cela ne m'a pas empêchée de vendre encore un bijou que je possédais il y a longtemps. » (K.A., une ménagère, chef de ménage).

3.2. Les activités génératrices de revenus

Au centre urbain de Guidan Roumji, les activités génératrices de revenus englobent le salariat agricole, le travail de banco, le ramassage de bois et de la paille, le pilage et le déglumage du mil et enfin la petite restauration. Certaines de ces activités sont pratiquées uniquement par les hommes ou les femmes, d'autres encore à la fois par les hommes et les femmes.

3.2.1. Le salariat agricole

Le salariat agricole est l'une des stratégies utilisées localement pendant la crise. Il s'agit d'une activité exclusivement masculine, mobilisant d'ordinaire les jeunes. Néanmoins, face à l'ampleur de la crise, des personnes plus âgées l'ont aussi pratiqué.

Cas n° 1

H.B. a 55 ans et vit dans le quartier Zongo. Habitant du village T, il s'est installé à Guidan Roumji pour y exercer l'activité de bois en vue de la fabrication de mortiers. Parallèlement à ce travail, il pratique une agriculture d'autosubsistance, qui couvre à peine ses besoins alimentaires de quatre mois dans l'année. Actuellement, il a à sa charge cinq personnes : sa femme et ses quatre enfants dont le plus âgé a quatorze ans. Pendant la crise, la vente de mortiers, qui constitue sa principale source de revenus, était peu rentable faute d'acheteurs. H.B. et sa famille ont vécu la crise alimentaire de 2004-2005 particulièrement difficilement. Pour y faire face, il a dû recourir à diverses stratégies, au nombre desquelles figure le salariat agricole, qu'il n'avait jamais pratiqué par le passé, même pendant les famines antérieures, telles que celles d'El Bahari ou d'El Baré qui avaient eu quasiment la même ampleur au niveau de la ville de Guidan Roumji. « Je trouve que la famine de l'an dernier a été très dure, car elle a affecté beaucoup de personnes ici. Pour pouvoir trouver de quoi manger et nourrir ma famille, j'étais contraint d'aller travailler pour les autres, j'ai fait presque de tout, y compris le fait de passer dans les champs des autres cultiver pour être payé entre 750 à 1 000 FCFA à la fin de la journée. C'est un travail que je n'ai jamais fait par le passé, mais malgré mon âge (55 ans) je n'avais pas trop le choix. Ici à Guidan Roumji, ce travail a sauvé plusieurs familles pendant la crise, et ceux qui ont beaucoup de personnes dans leur famille en ont beaucoup profité. »

Nombreux sont les membres des ménages qui déclarent avoir mis leur force de travail sur le marché pendant la crise. Les plus vulnérables sont allés travailler « *barema* » (c'est-à-dire en tant que salariés agricoles) auprès des moins vulnérables pour pouvoir surmonter la crise. Les ménages nombreux semblent avoir été ceux ayant tiré le plus grand profit de la situation.

Cas n° 2

M.A. est chef de ménage. Pendant la crise, certains membres de son ménage ont travaillé dans l'exploitation familiale, tandis que d'autres ont pratiqué le salariat agricole (*barema*).

Âgé de 68 ans, M.A. habite le quartier Limantchi. Il est marié à trois femmes et père de vingt-et-un enfants. Agriculteur, il pratique également le travail de bois pour la fabrication de mortiers qu'il revend sur place. Depuis quelques années pourtant, une mévente du produit a été observée, liée à la rareté des clients. M.A. dispose d'un grand champ familial de plusieurs hectares qu'il met en valeur avec l'aide de ses enfants. Pendant la crise de 2004-2005, il a vendu une partie de la concession familiale pour pouvoir nourrir sa famille. Le salariat agricole a également fait partie des stratégies de survie auxquelles il a été fait recours. Certains de ses enfants allaient dans les champs d'autres personnes pour travailler, tandis que d'autres restaient dans le champ familial :

Q : « L'année dernière, pendant la crise, quelles stratégies vous avez adopté pour pouvoir nourrir votre famille ?

R : L'an dernier, ce sont mes enfants qui partaient travailler dans les champs, et c'est ce qu'ils gagnaient dans la journée que nous utilisions pour payer du mil ; c'est comme ça que nous avons pu survivre.

Q : Ce sont tous les enfants qui faisaient ça ?

R : Non pas tous, quand certains le font, d'autres restent travailler dans le champ de la famille.

Q : Et comment étaient-ils rémunérés, c'était en nature ou en espèces ?

R : Ils sont payés en argent, chaque enfant était payé à 1 000 FCFA à la fin de la journée. A l'époque, la *tiya* se vendait entre 750 à 800 FCFA, mais comme j'ai entre huit à dix enfants qui font ça, on arrive à s'en sortir. A vrai dire, c'est en partie grâce à ce travail que j'ai pu nourrir la famille et tenir jusqu'à la nouvelle récolte. Les enfants ont été d'un grand apport, car ils apportent chaque jour l'argent qu'ils gagnent grâce au *barema*, entre 7 000 et 8 000 FCFA dans la journée.

Q : C'est quand même beaucoup d'argent ce qu'ils gagnent par jour ?

R : Par rapport à la taille de la famille, cela ne représente que deux jours de nourriture, mais Dieu merci car c'est grâce à ça que nous avons pu nous en sortir. »

3.2.2. *Le travail de banco, le ramassage de bois et de la paille*

Les hommes se consacrent surtout au travail de banco et de la paille. Le ramassage de bois et de paille est une activité qui concerne tant les hommes que les femmes, même si ces dernières s'occupent surtout du travail du bois. On note par ailleurs que ce sont majoritairement les populations Bellas qui se consacrent au travail du bois, les Haoussas pratiquant principalement, quant à eux, le travail de banco.

Le travail de banco (généralement le pétrissage) était rémunéré à 750 FCFA. Le transport du bois et de la paille s'effectuait pour certains sur la tête, et en charrette pour ceux qui en possédaient. Pendant la crise, le coût du transport en charrette s'élevait à 2 000 FCFA pour le bois et à 1 500 FCFA pour la paille. Le fagot de bois se vendait alors entre 300 à 350 FCFA et le tas de paille à 250 FCFA.

Les distances à parcourir sont relativement longues : il faut compter plus de douze heures pour un aller/retour pour le ramassage de bois, et une journée entière pour la paille.

« J'ai une charrette pour ramasser du bois et de la paille, le trajet est très long et je mets beaucoup de temps pour aller et revenir : je quitte Guidan Roumji vers deux heures du matin et le retour n'est prévu que vers quatorze heures. Pour la paille, c'est encore plus loin, car il faut toute une journée. Je quitte tôt le matin pour ne revenir que la nuit. » (A.H., chef de ménage vulnérable).

3.2.3. Le pilage et le déglumage du mil

Les activités de pilage et de déglumage du mil ont figuré parmi les stratégies de survie mises en œuvre pendant la crise. Elles ont permis à nombre de personnes de surmonter le cap difficile de la crise alimentaire de 2005. Les enquêtes révèlent que ces pratiques n'ont rien de nouveau dans le contexte urbain de Guidan Roumji, mais qu'elles ont pris davantage d'ampleur en raison de la crise, qui a poussé même ceux qui n'y étaient pas habitués à y recourir.

Âgée de 42 ans, K.A. habite le quartier Zongo. Elle est mariée et mère de huit enfants. Elle déclare n'avoir jamais exercé aucune de ces activités par le passé, mais pour pouvoir aider son mari à nourrir la famille, elle a, comme de nombreuses autres femmes du quartier, pratiqué le pilage de mil. « C'est un travail que je n'ai jamais fait, mais vu que je n'avais rien pour nourrir mes enfants, j'allais piler pour une femme. C'est une enseignante, elle me paye 2 000 FCFA dans le mois et à part elle, je travaille aussi pour d'autres personnes et c'est comme ça que j'ai fait pendant la crise pour pouvoir nourrir mes enfants. »

Le pilage et le déglumage du mil sont majoritairement exercés par les femmes. Dans certains quartiers comme celui de Zongo, qui abrite les populations dont l'installation dans la ville est récente, ces activités sont surtout l'œuvre de femmes Bellas. Ailleurs, dans les anciens quartiers où résident les populations autochtones, ce sont les femmes haoussas qui le pratiquent. Celles qui y ont recours sont âgées de 40 à 45 ans. Parmi les six femmes, l'une a 45 ans, deux ont 42 ans et deux autres encore 43 ans chacune. Pour celles qui en font une profession comme pour celles qui y ont été obligées par la crise, la pratique consiste à mettre sa force de travail à la disposition d'autres femmes pour le pilage et/ou le déglumage du mil.

Bien souvent, ce sont les femmes fonctionnaires et les épouses des agents de l'administration qui sont demandeuses de ces prestations. Dans certains cas, la rémunération est à la tâche, c'est-à-dire juste après le service rendu. Dans d'autres cas, le paiement est mensuel. Celui-ci se fait généralement en espèces, mais la rémunération en nature est aussi acceptée.

3.2.4. La petite restauration

Pendant la crise, les ménages les plus vulnérables ont été en quête perpétuelle de revenus pour satisfaire les besoins alimentaires de leur famille. La particularité des centres urbains en général, et de celui de Guidan Roumji en particulier, tient à la multiplicité des activités liées à la petite restauration. Les principaux créneaux porteurs sont la vente de pâte, de boule, de galettes et de beignets. Ce sont majoritairement les femmes qui sont actives dans ce secteur. Certaines sont assez jeunes (entre 25 et 30 ans), d'autres moins jeunes (plus de 40 ans). La plupart d'entre elles ont plusieurs années d'expérience, mais quelques-unes déclarent s'y être engagées très récemment.

Certaines commerçantes ont pu exercer ces activités grâce à l'argent des tontines auxquelles elles adhèrent, d'autres sur fonds propres ou encore à partir de crédits octroyés par des projets ou des groupements locaux. Cependant, toutes nos interlocutrices s'entendent pour dire que c'est grâce à ces activités qu'elles ont pu contribuer à l'alimentation de leur famille pendant la crise.

Cas n° 3

H.A. est veuve et mère de cinq enfants. Depuis la mort de son mari en 2003, elle éprouve des difficultés à nourrir ses enfants. Pour subvenir aux besoins de sa famille, elle a choisi d'intégrer la tontine des femmes du quartier où elle réside et grâce à l'argent qu'elle gagne, elle prépare des galettes qu'elle vend quotidiennement et les jours du marché. Grâce aux économies qu'elle tire de cette activité, elle parvient à subvenir aux besoins alimentaires de sa famille. H.A. et ses enfants ont vécu la crise alimentaire de 2005 particulièrement difficilement, et c'est grâce à la vente de galettes qu'elle a pu nourrir sa famille.

Q : « On dit qu'il y a eu famine ici l'an dernier, alors expliquez-moi comment vous avez fait en tant que femme et chef de ménage pour passer ce cap que beaucoup de ménages ont vécu particulièrement difficile.

R : Pendant la crise, j'ai eu beaucoup de mal à m'en sortir avec mes enfants, mais Dieu merci, c'est grâce à ce travail que j'ai pu nourrir mes enfants. Je préparais les galettes que je vendais et avec l'argent que je gagnais, je vais chez les commerçants pour payer une mesure de mil. Mais avec la crise, je ne gagne pas toujours le prix d'une *tiya* car le mil coûtait cher puisqu'une mesure se vendait jusqu'à 850 FCFA. C'est seulement les dimanches, jours du marché, que j'arrivais à gagner cette somme dans la journée.

Q : Et où tu trouvais l'argent pour faire les galettes ?

R : L'argent avec lequel je faisais ce commerce, c'est un crédit que j'ai pris auprès de la tontine dans laquelle je suis. J'ai expliqué à mes collègues et une femme m'a laissé prendre à sa place alors que mon tour était déjà passé.

Q : Je vois qu'il y a beaucoup de femmes qui font ce travail, est-ce que toutes sont dans des tontines ?

R : Non, pas toutes car il y en a qui ont leur argent à elles. »

3.3. La mendicité

Elle est habituellement pratiquée par des personnes vulnérables, et notamment celles ayant un besoin d'assistance avéré (personnes handicapées par exemple). L'insécurité alimentaire à laquelle ont dû faire face de nombreux ménages en 2005 a néanmoins contraint d'autres personnes à s'y prêter.

Selon les enquêtes, l'ampleur de la crise de 2004-2005 s'est traduite à Guidan Roumji par l'augmentation du nombre de mendiants. En effet, de par son statut de centre urbain, la ville a attiré des mendiants en provenance de villages et d'autres hameaux environnants.

Généralement, les mendiants allaient de concession en concession pour solliciter l'aide des exploitations familiales aisées. Le moment généralement choisi par les autochtones était la nuit, par crainte de se faire découvrir et d'être sujet de moquerie. Aussi bien des femmes que des hommes y ont eu recours pour pouvoir surmonter les difficultés, comme l'illustre ce récit d'un enseignant :

« Il est inexact de dire que la crise n'a pas poussé les gens à la mendicité. Il y a eu des femmes mais également des hommes qui n'avaient rien à manger et qui étaient obligés de passer de concession à concession le soir pour demander les restes des repas. En plus, les mendiants n'étaient pas seulement des gens venus des autres villages comme on entend certains le dire. Certains habitants de la ville aussi, notamment ceux et celles qui n'avaient plus rien à manger, se sont aussi livrés à la mendicité. »

3.4. L'exode

L'exode qu'a connu Guidan Roumji a été plus massif que d'ordinaire, mais faute de statistiques officielles, il est difficile de pouvoir quantifier précisément le nombre de départs pendant la crise de 2004-2005. L'exode est généralement le fait de jeunes dont l'âge varie

globalement entre 18 et 35 ans. Cependant, la crise alimentaire de 2005 a également contraint des personnes relativement moins jeunes à l'exode, se comptant en particulier parmi les membres de ménages vulnérables.

La plupart des migrants n'en étaient pas à leur première expérience. Des départs plus précoces et une fréquence plus élevée des allers/retours, liés sans doute à la crise alimentaire, ont cependant été enregistrés, l'objectif étant de pouvoir envoyer ou rapporter de l'argent aux membres de la famille restés sur place.

Du fait de la crise alimentaire, des chefs de ménages n'ayant jamais émigré se sont trouvés dans l'obligation de partir en exode pour gagner de l'argent.

Cas n° 4

Âgé de 55 ans, M.B. est cultivateur. Marié à une femme et père de sept enfants dont quatre filles et trois garçons, il habite le quartier Mallamey où il est né. Il n'a jamais été en exode et aucun de ses enfants n'a l'âge de partir. **Face à la crise de 2004, il a néanmoins été contraint de partir à Lagos, où il est resté un mois et demi afin de gagner de l'argent pour pouvoir nourrir sa famille :**

Q : « Vous dites que vous n'avez jamais été en exode ?

R : Je ne sais vraiment pas ce qu'on appelle exode, puisque je ne l'ai jamais fait. Dans toute mon enfance, j'ai toujours vécu ici à Guidan Roumji. J'ai vu les gens de mon âge aller à Lagos revenir sans être tenté. La seule chose qui m'a toujours préoccupé, c'est surtout les travaux des champs et tout le reste du temps, je suis ici et puis c'est tout. Il y a eu des famines comme par exemple El Bahari, qui s'est passée il y a maintenant 22 ans, ou encore El Baré qui n'est pas très loin, mais aucune d'entre elles ne m'a fait partir d'ici si ce n'est la famine de l'année dernière. Je n'avais vraiment pas le choix, puisque je n'avais rien à manger et donc j'étais contraint de partir chercher l'argent au Nigeria pour venir nourrir la famille.

Q : Vous êtes parti en exode malgré votre âge, c'est dire que vous n'avez pas d'enfants qui peuvent le faire à votre place ?

R : J'ai un seul grand garçon qui a l'âge de le faire et il est parti il y a longtemps sans jamais nous envoyer quelque chose ni à moi ni à sa maman. Je crois que ça fait maintenant près de six ans à Lagos, mais il n'envoie rien ; comme tu le dis donc malgré mon âge, je n'avais pas de choix que de me débrouiller moi-même pour pouvoir nourrir la famille. Ce n'était pas un choix pour moi d'aller en exode, mais plutôt une contrainte que m'a imposé la situation de l'an passé. »

La crise alimentaire de 2005 n'a pas changé la destination des migrants : leur principal lieu de prédilection reste le Nigeria. Il est vrai que quelques départs vers l'Algérie et la Libye ont été rapportés lors des entretiens, mais selon les propos des ménages auxquels appartiennent ces migrants, il s'agit de personnes parties bien avant la crise.

En effet, il apparaît qu'il est plus facile pour les migrants de se rendre au Nigeria, du fait de frais de transports relativement moins élevés : il faut ainsi compter moins de 10 000 FCFA de Guidan Roumji à Lagos. En revanche, un voyage vers l'Algérie ou la Libye est assimilé à une « aventure », dont on mesure les conséquences en termes de frais de transport et de risque pour le migrant qui reste souvent plusieurs années sans revenir.

L'exode des jeunes est aujourd'hui l'une des principales sources de revenus des ménages vulnérables, et ce aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

« L'an dernier, trois semaines après notre arrivée au Nigeria, on s'est organisé entre nous pour envoyer quelque chose à la maison. On a désigné quelqu'un parmi nous à qui on a payé le transport et c'est lui qui a effectué le déplacement. Nous étions six à partir d'ici et lorsqu'on est arrivé à Lagos, ce qui nous préoccupait tous, c'était de pouvoir trouver rapidement quelque chose à

envoyer à la maison et c'est ce que nous avons fait, car chacun a envoyé de l'argent à sa famille ; moi, j'ai envoyé 35 000 FCFA et cela a permis de payer juste un sac de mil. Cet argent a été d'une grande utilité, car il a permis à la famille de s'acheter du mil, et aussitôt après j'ai envoyé une autre somme de 15 000 FCFA avec un ami qui revenait. Moi, je suis resté à Lagos pendant six mois, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la famine. » (Un migrant).

3.5. Les habitudes alimentaires et les modifications liées à la crise

Les enquêtes révèlent que les habitudes alimentaires sont les mêmes chez tous les groupes ethniques. En temps ordinaire, le repas familial chez les Haoussas, les Touareg et les Peuls se compose habituellement de boule (*fura*), de pâte (*tuwo*) et de bouillie (*kunu*). Après les récoltes, on trouve de jour comme de nuit dans la plupart des familles la pâte et la boule à la fois, signe d'aisance et d'abondance.

Certaines modifications sont néanmoins intervenues sous l'effet de la crise. Elles se traduisent à la fois en termes de quantité et de qualité, mais aussi en termes de fréquence et de variété en fonction des denrées disponibles localement. La consommation de certaines espèces végétales (feuilles), quoique habituelle pour nombre de ménages urbains, a revêtu un caractère exceptionnel lié au contexte particulier de la crise. Celui-ci a également imposé la cueillette de plantes qui ne sont habituellement pas consommées.

3.5.1. Une intensification de la consommation des produits de cueillette

La cueillette de divers types de feuilles et de graines d'arbres et/ou d'herbes sauvages tels que le *Scleroscarya berrea* (*dagna*), le *Boscia salicifolia* (*zurey*), le *Leptadenia hastata* (*yadya*), le *Boscia senegalensis* (*anza*), et *dan sobe* a été l'une des stratégies utilisées par les ménages vulnérables pour faire face à la crise. La très forte consommation de feuilles, dont certaines espèces seulement pendant la crise de 2004-2005, témoigne de l'ampleur et de la gravité de la crise. Nombre d'interlocuteurs affirment ne pas avoir eu d'autres choix que d'y recourir.

« Pendant la crise de l'année dernière, je n'avais pas d'autres choix que de recourir à la cueillette pour pouvoir me nourrir et nourrir les enfants, car à un certain moment, je n'avais rien à manger dans la maison. » (Une personne enquêtée).

Certaines feuilles, comme le *dan sobe*, sont appréciées à cause de la rapidité de leur préparation. Il est également dit que la repousse des feuilles est très rapide.

« *Dan sobe* est la plante qui nous a beaucoup sauvé, car elle cuit vite et les feuilles repoussent assez rapidement. » (Une femme, chef de ménage vulnérable).

Toutes les feuilles ou graines nécessitent d'être bouillies selon des durées variables avant d'être consommées (certaines ne requièrent que quelques minutes tandis que d'autres exigent plusieurs heures voire une journée pour diminuer le goût amer). On les consomme nature ou avec du sel. Dans certains cas, du tourteau d'arachide peut y être ajouté, mais cela relève davantage de l'exception.

Il en va de même pour la préparation des feuilles avec la farine de manioc. Cette dernière, classée parmi les denrées les plus chères, n'était pas accessible à tous. La mesure (*tiya*) se vendait à 1 000 FCFA pendant la crise, contre 800 FCFA auparavant.

3.5.2. La fréquence, la quantité et la qualité des repas

La crise de 2004-2005 a également eu pour effet d'introduire des changements significatifs au niveau de la fréquence, de la quantité et de la qualité des repas. La plupart des ménages interrogés disaient consommer deux repas par jour avant la crise. Avec la crise, cette fréquence semble relever du souvenir pour beaucoup : tandis que les plus chanceux comptent

difficilement un repas par jour, les plus vulnérables n'en consomment qu'un tous les deux jours.

« L'an dernier pendant la crise, ma famille a l'habitude de passer une journée sans manger. » (Un chef de ménage vulnérable).

Pour la plupart des ménages, des changements importants sont également à noter au niveau de la qualité des repas. Habituellement, la boule se consomme avec du lait de vache, notamment dans les ménages aisés. Les plus vulnérables la consomment de la même manière, même si la fréquence n'est pas la même.

« Même quand il n'y a pas la famine, c'est pas tous les jours qu'on a du lait pour mettre dans la boule, mais on en trouve de temps en temps. » (Un enquêté du hameau de Yamia Kalgo).

Pendant la crise, la consommation de lait de vache avec la boule est devenue très rare pour ne pas dire quasi inexistante, notamment du fait que les animaux n'avaient plus de fourrage. Le lait de vache était alors remplacé par le lait en poudre, communément appelé *laada*. Néanmoins, seuls les plus aisés pouvaient se le permettre. Ordinairement, pour la boule comme pour la pâte, le mil est pilé puis séparé du son que l'on consomme à part. Le son peut également être vendu ou donné aux animaux, lorsque la situation le permet. Avec la crise en revanche, la boule ou la pâte de mil étaient préparées sans séparer les graines du son.

« Pendant la famine, pour préparer la boule ou la pâte, les hommes demandent aux femmes de piler le mil sans séparer les graines du son car cela a l'avantage de donner une quantité plus grande de boule ou de pâte pendant la préparation. » (Le chef du quartier Zongo).

L'idée qui préside à cette pratique est la recherche de la quantité plutôt que la qualité. Avec la crise, la fréquence dans la consommation de la pâte s'est considérablement réduite dans la plupart des familles au profit de la boule ou de la bouillie. Tout comme pour la boule, d'importants changements ont été constatés dans les ingrédients utilisés pour la sauce d'accompagnement de la pâte. Avant la crise, les feuilles de certaines plantes telles que *yakwa* ou *molohia*, le sel, et parfois l'huile et le piment, étaient utilisés pour agrémenter la sauce. Avec la crise, ces ingrédients se limitent au sel et au *molohia* (feuilles d'une herbe sauvage qui pousse pendant la saison des pluies).

3.5.3. Des changements dans les comportements

La crise alimentaire de 2004 a induit des changements notables dans les comportements des uns et des autres. Les plus vulnérables évoquent l'attitude des moins vulnérables à leur égard, traduisant l'effritement de certaines valeurs sociales, jadis considérées comme des valeurs de cohésion sociale dans les communautés locales.

Un effritement de l'entraide et de la solidarité au niveau local

A Guidan Roumji, l'entraide et la solidarité ont peu joué entre les populations pendant la crise de 2004-2005 : peu de personnes parmi celles que nous avons enquêtées déclarent avoir bénéficié de l'assistance ou du soutien de voisins ou de parents. C'est notamment l'avis de cette enquêtée, qui décrit ce qu'elle considère comme étant le comportement d'indifférence de certains à l'égard des plus démunis :

« Ici à Guidan Roumji, quand vous demandez l'aide de quelqu'un, il vous laisse d'abord exposer votre problème avant d'afficher son refus par la suite. » (Une femme chef de ménage vulnérable).

L'expression la plus symptomatique de ce qui pourrait être considéré comme une régression ou une perte des valeurs dites traditionnelles ressort des entretiens menés auprès de personnes handicapées :

« De nos jours, on ne peut pas parler d'entraide et de solidarité, car ça n'existe plus. Nous les handicapés, nous en savons quelque chose, même quand il n'y a pas famine, on nous assiste peu et avec la crise, la situation s'est aggravée. » (Une personne handicapée).

Une autre personne handicapée ajoute : « L'année dernière pendant la crise, nous avons beaucoup souffert car lorsque vous allez mendier chez certaines personnes, c'est à peine si on ne vous chasse pas de la maison. Au mieux, on vous laisse perdre votre temps devant la porte sans jamais vous adresser la parole. »

Selon le président de l'association locale des aveugles, « du côté de l'autorité (*masu iko*), on a compris qu'on cherche l'aide au nom des handicapés, mais lorsque cela arrive, ce sont les fonctionnaires et autres personnes autosuffisantes et bien portantes qui se servent d'abord, et c'est ensuite seulement, lorsqu'il y a un reste qu'on pense à nous. La crise a même drainé des mendiants des villages vers la ville, dans l'espoir qu'ils allaient pouvoir mieux s'en sortir, mais l'augmentation du nombre de mendiants n'a fait que compliquer la situation. A vrai dire s'il y a quelqu'un qui s'est battu et qui continue à se battre pour nous les mendiants ici, c'est surtout la responsable du développement social, que Dieu la bénisse. »

4. L'alimentation et le sevrage des enfants

4.1. L'alimentation des enfants

Habituellement, les enfants sont soumis au même régime alimentaire que les adultes. Dans les familles pauvres du centre urbain de Guidan Roumji, l'alimentation de l'adulte comme de l'enfant est essentiellement à base de céréales (mil et sorgho). L'enfant est initié très tôt au repas familial (dès l'âge de huit mois pour certains), qui comprend d'ordinaire la boule, la bouillie ou la pâte. La bouillie ou la boule sont préparées le jour, et la pâte la nuit.

« Seuls ceux qui ont les moyens (*masu hali*) peuvent se permettre le luxe de préparer la pâte pendant la crise, sinon pour des pauvres comme moi, c'est la boule ou la bouillie, et même là c'est pas tous les jours. » (Une femme chef de ménage vulnérable).

Pour les moins aisés, la boule et la bouillie se consomment en général sans lait et la pâte sans sauce. Pendant la crise, la pâte est pétrie et donnée à boire sous forme de bouillie aux enfants. Le lait, la viande, les œufs ou encore les fruits et légumes sont absents de l'alimentation des enfants. Bien que le marché local regorge d'importantes quantités de fruits (mangues, goyaves, etc.) et de poisson fumé en provenance du lac de Madarounfa, ces aliments ne sont pas accessibles à la plupart des ménages pauvres.

« Il y a du poisson le dimanche au marché, mais il faut de l'argent pour l'acheter, et moi je n'en ai pas. » (Un paysan).

4.2. Le sevrage

En général, les enfants sont sevrés entre dix-huit mois et deux ans. Le sevrage se fait de façon brutale, sans préparation préalable. Pendant ce temps, l'enfant reste auprès de sa mère. Dans les familles pauvres, l'alimentation des premiers jours de sevrage comprend un plat à base de mil cuit, auquel on ajoute parfois de l'huile. Le tout est accompagné d'une décoction de *Guiera senegalensis* (*sabara*) et de divers ingrédients.

Cas n° 5

Âgé de vingt-trois mois, Boubacar a été sevré par sa mère dès l'âge de dix-huit mois. Au cours des deux premiers jours du sevrage, son alimentation comprenait de la pâte de mil à laquelle avait été ajoutée une décoction de plusieurs plantes, dont le but est de prévenir les diarrhées pouvant résulter de la « rupture » avec le lait maternel. Le troisième jour suivant le sevrage, Boubacar a commencé à partager le plat familial, composé de la pâte de mil, de la boule et parfois de la bouillie.

Q : « À quel âge vous avez sevré votre dernier enfant et est-ce qu'il y a un plat spécial qu'on donne à l'enfant lorsqu'on veut le sevrer ?

R : Mon dernier enfant est un garçon. Il s'appelle Boubacar et il a aujourd'hui vingt-trois mois. Je l'ai sevré dès l'âge de dix-huit mois. Le jour du sevrage, je lui ai préparé de la pâte de mil, mais il y a aussi plusieurs plantes que j'ai fait bouillir en vue d'obtenir une décoction que je lui ai donné à boire ; ça, c'est pour éviter qu'il ne fasse la diarrhée car le fait de laisser tomber brusquement le lait maternel peut provoquer la diarrhée chez l'enfant. C'est ce que je fais à tous mes enfants lorsque je voulais qu'ils laissent le lait. Pour les plantes, pour faire la décoction, c'est ma mère qui me les a enseigné, et depuis ce sont les mêmes que j'utilise et ce sont les mêmes que je conseille aux jeunes mamans qui me demandent.

Q : Et après le sevrage, qu'est-ce qu'on donne à l'enfant comme nourriture ?

R : Il mange ce qu'on prépare dans la famille, c'est-à-dire la boule, la bouillie ou la pâte de mil ou de riz lorsqu'on a les moyens de s'acheter le riz. »

Dans les familles aisées, le sevrage intervient au même âge (entre dix-huit mois et deux ans), avec toutefois une différence dans l'alimentation de l'enfant. On prépare un plat à base de riz accompagné de viande de poulet. Lorsqu'il s'agit d'un garçon, on égorge un coq et une poule lorsqu'il s'agit d'une fille. Le tout est accompagné d'une décoction à effet anti-diarrhéique. La même pratique alimentaire est aussi connue des mères appartenant à un ménage vulnérable, mais qui disent ne plus y recourir aujourd'hui par manque de moyens.

« Dans le temps, lorsqu'on veut sevrer son enfant, il y a des choses à faire selon les personnes. Il y a en a qui vont voir les marabouts qui leur font des écritures et d'autres aussi utilisent des plantes. Dans tous les cas, on ne coupe pas un enfant du lait comme ça, sans faire ça. Certaines personnes égorgent des poulets et j'ai vu même des cas où c'est une chèvre qu'on égorge. Tout ça a une signification, mais maintenant beaucoup ne le font plus parce que les gens sont pauvres. » (Une mère).

4.3. La question de la malnutrition et des différentes trajectoires thérapeutiques pendant la prise en charge sanitaire des enfants

La sémiologie populaire autour de la malnutrition et des différentes trajectoires thérapeutiques sanitaires des enfants malnutris est très expressive. Le terme couramment employé au niveau local pour traduire l'état sanitaire des enfants atteints de malnutrition est celui de « *tamowa* ». Il ne se rapporte qu'aux nourrissons dont l'âge se situe entre zéro et quatre ans. Selon les interlocuteurs, les principaux signes observés chez un enfant atteint de *tamowa* sont, entre autres, l'amaigrissement, le changement de couleur des cheveux, une tête qui apparaît disproportionnée par rapport au reste du corps et enfin un amaigrissement visible du siège.

Pour l'épidémiologiste du centre de santé intégré (CSI), *tamowa* est le résultat de la malnutrition chez l'enfant dont les conséquences sont dans la plupart des cas la diarrhée, les vomissements, la perte de poids, etc. Les interlocutrices dont les enfants ont été référés au centre de récupération nutritionnelle intensive (CRENI) de Maradi pendant la crise de 2004-2005 pour cause de malnutrition, utilisent des expressions qui renvoient avec précision au processus d'admission et de prise en charge de l'enfant. Les termes employés font référence d'une part à l'état nutritionnel et sanitaire de l'enfant, et d'autre part au lieu où le malade est admis et à la durée d'hospitalisation. Ainsi, l'expression « *marhaba da baki* » est employée pour désigner la salle d'accueil ou de consultation. L'enfant reste trois jours et la ration alimentaire est essentiellement à base de lait. Le terme de « *gidan tubur tabur* » renvoie au lieu où sont « gardés » les enfants qui ont le ventre ballonné ; ici, l'enfant reste pendant une semaine et la ration est à base de biscuits. « *Gidan gangara* » renvoie à la phase intermédiaire : à ce niveau l'enfant est gardé pendant cinq jours et la ration est à base biscuits. « *Gidan n'kasa* » fait référence au lieu où sont gardés les enfants squelettiques qui ne mangent pas d'eux-mêmes et à qui l'on met une sonde naso-gastrique. Enfin, « *gidan massala* » signifie « la salle à problème », où l'enfant est mis en couveuse dans un plastique en vue de la réanimation.

5. Les diverses formes d'aide et leur rôle dans l'atténuation de la crise

La gamme des stratégies déployées localement et la diversité des acteurs intervenus pendant la crise de 2004-2005 témoignent de la sévérité du phénomène. A l'image des stratégies et de la pluralité des intervenants, les services offerts par les uns et les autres sont aussi divers que variés. Chaque intervenant a ses méthodes ou procédures, ses quantités et ses denrées. On compte parmi les interventions les distributions gratuites et les ventes à prix modérés. Dans la ville de Guidan Roumji, le mil et le riz ont été les principales céréales distribuées gratuitement ou vendues. Certaines denrées telles que la farine de manioc et les dattes ont également été distribuées, et des aides en espèces ont été versées par certains donateurs. Néanmoins, lorsque l'on interroge le répertoire des interventions extérieures pendant la crise, on constate que seul un faible nombre de partenaires ont effectivement déployé leurs services ou actions dans la ville de Guidan Roumji, à l'image de ce qui a pu être observé dans certaines localités de la commune. Parmi les aides enregistrées à Guidan Roumji, on notera principalement celles des Etats du Niger et du Nigeria, l'aide des Arabo-islamiques, celle des députés de la région, l'aide du projet de réhabilitation des aveugles et handicapés du Niger (PRAHN) et les actions de Médecins sans frontières.

5.1. L'aide de l'Etat du Niger

L'Etat et ses services ont été les principaux partenaires de la commune de Guidan Roumji et du centre urbain en particulier. Le rôle que devait jouer l'Etat en pareille circonstance était plus au moins connu de tous : son action, dit-on, doit se situer en amont de celles de tous les partenaires. C'est du moins l'idée qui se dégage des entretiens réalisés tant du côté officiel (institutions locales) que de celui des populations : « L'Etat doit intervenir avant tout le monde », nous précise un interlocuteur. L'Etat est certes intervenu, mais à travers des actions ponctuelles, dont l'impact sur la crise est diversement apprécié.

Pour les autorités administratives communales, l'aide de l'Etat a été l'une des plus significatives. Néanmoins, à en juger sa quantité face à l'ampleur du phénomène, cette aide n'a pas été plus importante que d'autres. A Guidan Roumji, l'Etat est intervenu à trois reprises pendant la crise, à travers la distribution gratuite de cinquante tonnes de mil. La gestion de l'aide de l'Etat et sa distribution étaient assurées par les autorités administratives départementales et communales. Au début de la crise, une première distribution a été assurée par les autorités préfectorales. Par la suite, un comité, institué au niveau de la commune, a été chargé d'assurer les autres distributions en présence des plus hauts responsables de la commune.

5.2. L'aide de l'Etat fédéral du Nigeria

Cette aide a concerné la région de Maradi en général. Les quantités offertes ne nous ont pas été précisées, mais on retient que la ville de Guidan Roumji a obtenu dix-neuf tonnes de céréales (mil, sorgho et maïs notamment), ainsi que de l'huile et du sucre. Comme pour d'autres aides, celle de l'Etat fédéral du Nigeria a également été gérée par le comité créé par arrêté du maire de la commune et qui est chargé de la distribution gratuite des vivres aux nécessiteux.

« Il y a eu aussi une aide de l'Etat du Nigeria qui concerne toute la région de Maradi. Guidan Roumji en a eu sa part, au même titre que l'aide de l'Etat du Niger. Celle du Nigeria aussi a été gérée par un comité créé par arrêté du maire de la commune. » (Un conseiller).

Le rôle, les attributions et les modalités de fonctionnement dudit comité seront développés plus loin.

5.3. L'aide des ressortissants

Elle inclut principalement l'aide de certains députés de la région : Haladou Amadou et Maman Issa. Le premier a fait don de vingt sacs de farine de manioc à la ville de Guidan Roumji, dont la gestion et la distribution ont été confiées au chef de canton, qui affirme l'avoir distribué aux nécessiteux.

« Lorsque j'ai reçu cette aide, je l'ai distribuée à ceux à qui elle était destinée. »

Quelques personnes disent en effet avoir reçu quelques grammes de céréales de cette aide, mais d'autres pensent que celle-ci a davantage profité au chef et à ses proches.

« On dit que le député Haladou a donné au chef de canton de la farine de manioc à distribuer aux gens, mais moi personnellement, je n'ai rien reçu et je n'ai vu personne dans mon quartier qui m'a dit qu'il en a reçu quelque chose. » (L'un des opposants au chef de canton).

Le député Maman Issa a organisé dans plusieurs villages du département une opération de vente à prix modéré de céréales. Il s'agissait là du mil qu'il détenait en stock personnel. Il faut en effet préciser qu'outre ses fonctions de conseiller, l'intéressé exerce des activités commerciales. L'opération de vente à prix modéré de Guidan Roumji a porté sur cinquante tonnes de mil. La gestion était assurée par le député, appuyé par son équipe politique, c'est-à-dire les personnes ayant les mêmes opinions politiques. L'objectif visé était de casser les prix sur les marchés, comme l'exprime l'intéressé lui-même :

« Il y a eu vraiment des difficultés ici l'an dernier car nombreuses étaient les familles qui n'avaient rien à manger pendant la famine. Plusieurs bonnes volontés se sont manifestées à la demande du gouvernement en apportant leur aide pour secourir les populations. Certains ont distribué des vivres et de l'argent... En ce qui me concerne, en tant que ressortissant de la région, j'avais estimé que je pouvais aussi apporter ma contribution, et c'est ce que j'ai fait en mettant du mil à la disposition des gens à des prix bien étudiés pour décourager les commerçants qui vendent le mil très cher sur le marché. C'est ainsi que je vendais la mesure de mil, qu'on appelait couramment la *tiya*, à 300 FCFA contre 850 FCFA chez les commerçants. C'était donc de cette façon que j'ai contribué à aider mes frères pour soulager leur souffrance. »

Le geste est certes louable, mais son impact a été limité au regard des quantités concernées et des besoins à couvrir (la ville de Guidan Roumji compte plus de 10 000 habitants), surtout lorsque l'on sait qu'il n'y a pas eu de ciblage précis dans l'opération de vente. Celle-ci s'adressait à tous ceux qui en exprimaient la demande, les nécessiteux comme les moins nécessiteux.

« L'opération de vente à prix modéré organisée par le député Maman Issa a eu certes un impact positif pendant la crise, mais compte tenu du fait que ça s'est déroulé une seule fois et qu'elle ne fait pas de distinction entre les nécessiteux et ceux qui ne le sont pas, elle me paraît assez mal organisée, car à mon avis ce sont surtout ceux qui n'avaient pas à manger qu'il fallait plutôt cibler. » (Un conseiller).

5.4. Le rôle des projets, des ONG, des groupements et de la banque céréalière pendant la crise

Plusieurs projets et ONG ont été cités : il s'agit de Care international, de la société aurifère Etruskan, de l'Agence des musulmans d'Afrique, de la Croix-Rouge, de la SNV (Foundation of Netherlands Volunteers), etc. Tous ont uniquement agi au niveau des différents villages de la commune.

Il existe un nombre relativement important de groupements féminins à Guidan Roumji. Chaque groupement compte entre quinze et vingt membres. Les activités de la plupart des groupements tournent essentiellement autour des activités génératrices de revenus (vente de galettes, de beignets, de boule, de la pâte, etc.). Tous les groupements ont les mêmes

modes de fonctionnement. Pendant la crise, la plupart d'entre eux ont octroyé des crédits à leurs membres. Le crédit accordé était remboursé avec un taux d'intérêt de 5 %. Néanmoins, compte tenu de la surface financière des groupements (les sommes en caisse ne dépassant pas en général 50 000 FCFA), les montants des crédits accordés ont été relativement bas et variaient entre 3 000 et 10 000 FCFA. L'accès au crédit était restrictif dans la mesure où seuls les membres y avaient droit.

La ville de Guidan Roumji dispose d'une banque céréalière (BC), créée en 2002 par l'Union des églises évangéliques et protestantes du Niger (UEEPN), sur financement de l'Union européenne. Elle est gérée par un comité de quinze membres. La BC est implantée en face du palais du chef de canton qui en assure la présidence d'honneur. Les chefs de quartier sont également membres du comité. Au regard du niveau des stocks de céréales dont elle disposait pendant la crise (200 sacs de céréales), son rôle n'a pas du tout été négligeable.

« La banque céréalière nous a été beaucoup utile à un moment donné de la crise, car c'est ici qu'on se réfère pour payer le mil. » (Un paysan).

L'achat de céréales se faisait au moyen d'un ticket de 25 FCFA, institué par le comité de gestion. Ce ticket permettait à son détenteur d'acheter des céréales jusqu'à une quantité maximale de cinq *tiya*. Pendant la crise, la banque céréalière ouvrait ses portes trois fois par semaine et les quantités de céréales vendues pendant chaque opération n'excédaient pas dix sacs :

« On ouvrait les portes trois fois par semaine et chaque personne a droit à cinq *tiya*, pas plus. Pendant chaque opération, nous vendions dix sacs. On peut vendre tout le stock en une seule fois, mais notre souci était de vendre petit à petit. » (Le gestionnaire de la BC).

5.5 L'aide arabo-islamique

Pendant la crise alimentaire de 2004-2005, des Arabo-islamiques ont déployé leurs actions dans plusieurs villages de la commune en distribuant des céréales, des dattes et parfois même de l'argent. Dans certains villages, en plus des dons en céréales (mil, riz et sorgho) distribués aux populations par des Arabes, chaque chef de ménage aurait ainsi reçu 10 000 FCFA de la part des donateurs.

Au centre urbain de Guidan Roumji, l'aide arabo-islamique comportait également des dons en nature et en espèces. Cette aide peut s'identifier sous deux formes : d'une part, l'aide apportée à l'association islamique locale, et d'autre part celle destinée aux populations. L'aide offerte aux religieux a été gérée par certains marabouts. Ces derniers affirment avoir effectué la distribution aux nécessiteux, mais sans vouloir s'étendre davantage sur les modalités de la gestion ou de la distribution, estimant simplement qu'elle s'est déroulée dans la plus grande transparence.

« Un Arabe est venu depuis Maradi et nous a remis du mil, du sucre, des dattes et aussi de l'argent qu'il nous a demandé de distribuer aux gens et c'est ce que nous avons fait dans la plus grande transparence. » (Un responsable religieux).

Les propos qui suivent soutiennent néanmoins la thèse inverse :

« On dit que des Arabes sont venus jusqu'ici et ont donné des vivres et de l'argent à certains marabouts pour distribuer aux fidèles et à ceux qui sont les nécessiteux, mais ces derniers se sont partagés ça entre eux, sans faire ce que les Arabes ont demandé de faire. Tout celui que vous demandez ici vous dira qu'il n'a bénéficié ni des vivres ni de l'argent. Moi j'habite dans le quartier et c'est ici même que se trouve l'imam, mais je n'ai rien reçu et c'est pareil pour beaucoup d'autres personnes dans le quartier. Vous voyez, il y a des gens « d'Allah » qui quittent depuis chez eux pour apporter leur aide à ceux qui n'ont pas les moyens, mais l'aide est détournée par les personnes à qui on confie la gestion. Voilà comment les choses se sont passées, vous demanderez

à qui vous voulez, on vous dira que c'est comme ça que les dons que les Arabes ont donné ont été gérés. » (Un interlocuteur).

L'aide apportée aux populations du centre urbain et dont la gestion avait été confiée aux chefs de quartier comprenait du mil, du riz et de l'argent. L'accès aux vivres se faisait sur la base d'un ticket donnant droit au détenteur à quelques mesures de céréales (*tiya*). Selon certains interlocuteurs, les tickets auraient été confectionnés depuis le chef-lieu de région par les Arabes eux-mêmes. Pour d'autres au contraire, ce sont les chefs des quartiers qui auraient initié ce système, en vue d'établir une transparence dans la distribution.

« Ici, dans notre quartier, le chef de quartier a fait des tickets qu'il a distribué aux gens. Tout celui qui a le ticket a droit à des mesures de mil ou de riz. Moi, j'ai reçu le ticket qui m'a permis d'obtenir du mil, du riz et quelques dattes. Les Arabes ont aussi donné de l'argent, mais il n'a pas été partagé aux populations et ce sont ceux qui nous dirigent qui ont décidé de ça. » (Un habitant du quartier Roumji).

L'argent, d'un montant de trois millions de FCFA, a servi pour payer l'impôt des populations. Cette initiative n'était pas du goût de la plupart d'entre elles, qui auraient souhaité que la somme soit partagée.

« Un Arabe a donné trois millions à la ville de Guidan Roumji, mais au lieu de partager, les gens de l'administration (*masu iko*) ont demandé de payer l'impôt avec ça, sans même demander si on est d'accord ou pas. » (Un paysan).

5.6. Les actions de Médecins sans frontières (MSF)

Médecins sans Frontières déploie depuis plusieurs années ses actions dans la région de Maradi. Cinq localités sont couvertes par l'ONG dans le département de Guidan Roumji : Souloulou, Sayé Saboua, Guidan Sori, Tibiri ainsi que la ville de Guidan Roumji. Ses actions s'inscrivent dans le cadre de l'urgence et de l'humanitaire, et concernent principalement le dépistage, le traitement et le suivi des enfants atteints de malnutrition. Au centre urbain de Guidan Roumji, les activités de l'organisation humanitaire basée à Maradi depuis 2001 se limitaient avant la crise à une intervention par semaine. La crise de 2004-2005 a néanmoins amené MSF à intensifier ses activités sur la ville.

« Avant la crise, on intervenait seulement tous les jeudis. La crise nous a obligé à revoir le nombre de visites qui a passé d'une fois à cinq par semaine. » (L'assistant nutritionniste de MSF).

MSF a intensifié sa présence sur place avec l'installation d'un centre de dépistage et la construction d'un magasin de stockage de vivres.

« Maintenant, nous avons en permanence des agents sur place et un magasin, dont les travaux sont en finition, est en construction pour mettre les vivres » (L'assistant nutritionniste de MSF).

Les actions de MSF sont essentiellement orientées vers les enfants atteints de malnutrition. L'organisation associe le traitement médical et la prise en charge alimentaire des enfants avec une distribution aux mères des enfants admis dans son programme de compléments nutritionnels. A Guidan Roumji, seuls les cas de malnutrition modérée sans complication sont pris en charges, les cas avérés graves étant référés au CRENI de Maradi.

« Nos activités ici se résument uniquement au dépistage de la malnutrition et à la prise en charge des cas sans gravité. Lorsqu'un cas est dépisté sévère, nous le référons automatiquement à Maradi. » (L'assistant nutritionniste de MSF).

La ration alimentaire et le traitement médical sont graduels et fonction de l'état nutritionnel de l'enfant. Le type de traitement à administrer, défini selon le degré ou la gravité

de la situation, est établi par le protocole national. Les rations se composent en général de farine de blé, de biscuits, de céréales, d'unimix et d'huile.

A Guidan Roumji, l'appui apporté par Médecins sans frontières dans le cadre de la lutte contre la malnutrition infantile a été diversement apprécié.

« Depuis que MSF intervient ici, ils nous apportent régulièrement leur aide en distribuant des aliments aux mères dont les enfants sont malnutris. » (Une mère d'enfant malnutri).

Pour d'autres, les actions de MSF revêtent un caractère sélectif et discriminatoire, dans la mesure où seules les mères d'enfants malnutris y ont accès.

« L'aide de MSF n'a pas touché tout le monde. Pendant la crise et même maintenant, elle concerne seulement les femmes qui ont des enfants malnutris. » (Une femme commerçante de la ville).

5.7. L'aide du projet de réhabilitation des aveugles et handicapés du Niger (PRAHN)

Cette aide était uniquement destinée aux aveugles et autres personnes handicapées de la ville. Sa quantité était de cent sacs de riz et chaque bénéficiaire aurait reçu quinze kilogrammes. L'opération de distribution s'est déroulée chez le chef de canton, en présence des chefs des quartiers. Selon la responsable du service départemental du Développement social, la commune compte au total 86 aveugles, auxquels s'ajoutent les personnes infirmes, les sourds, les lépreux et les malades mentaux (localement désignés sous le nom de citoyens libres), pour lesquels il n'y a pas de statistiques officielles.

Tableau 1. Aides et dons mobilisés sur le site de Guidan Roumji (Maradi) pendant la crise alimentaire de 2004-2005

Donateur	Nature et origine du don	Quantités	Système de distribution	Bénéficiaires	Remarques
Etat du Niger au travers de la Cellule de crise alimentaire (CCA)	Distribution gratuite (en 3 fois)	50 tonnes de mil	Autorités préfectorales, autorités communales/comité	Chefs de famille présentant le livret de famille	Mauvaise organisation dans la distribution et le ciblage : toute personne qui présente un carnet de famille était servi
Aide de l'Etat fédéral du Nigeria	Distribution gratuite	19 tonnes de mil, de sorgho et de maïs / sucre et huile	Autorités communales/comité	Chefs de famille présentant le livret de famille	Mêmes insuffisances dans l'organisation et le ciblage que pour l'aide de l'Etat du Niger
Aides de deux députés	Distribution gratuite et vente à prix modéré	20 sacs de farine de manioc (distribution gratuite) et 50 tonnes de mil (vente à prix modéré)	Chef de canton et chefs de quartier	Chefs de famille présentant le livret de famille	Mêmes insuffisances que pour les cas précédents : absence de véritable ciblage des nécessiteux
Groupements féminins/Banque céréalière	Prêt d'argent aux membres pour les groupements, achat de 5 <i>tiya</i> sur présentation de ticket émis et vendu à 25 FCFA par le comité de la banque	Sommes non définies pour les prêts, 200 sacs de céréales	Membres des groupements, comité de la banque céréalière	Toute personne détentrice du ticket vendu à 25 FCFA	Les prêts d'argent des groupements n'ont concerné que les membres Portée limitée de l'opération de vente de la BC à cause des faibles quantités (10 sacs/jour)
Arabo-islamiques	Distribution gratuite	Mil, riz et 10 millions de FCFA	Chef de canton, chefs de quartier, association islamique	Population des différents quartiers, quelques religieux	Manque de transparence dans les distributions faites tant par les chefs que par les religieux, l'argent est utilisé pour éponger les arriérés d'impôt des populations contre leur gré.
MSF	Dépistage, traitement et suivi des enfants malnutris			Enfants malnutris	
PRAHN	Distribution gratuite	100 sacs de riz	Chef de canton et chefs de quartier	Personnes handicapées	Certains aveugles rencontrés disent n'avoir pas bénéficié de l'aide.

6. Les modalités de la gestion locale de l'aide et les appréciations et perceptions de la crise par les populations

6.1. Les modalités de la gestion locale de l'aide

Pendant la crise de 2004-2005, on relève que les institutions locales de Guidan Roumji n'ont pas fonctionné de manière harmonieuse et complémentaire, mais bien plus de façon concurrentielle ou rivale. Bien qu'il a existé un comité chargé de la gestion et de la distribution gratuite de l'aide aux nécessiteux, d'autres institutions telles que la chefferie (chef de canton et chefs de quartier), la préfecture ou les associations religieuses ont joué de manière parallèle le même rôle que celui dévolu au comité.

Certaines aides telles que celles des Etats du Niger et du Nigeria, et en partie celle des Arabo-islamiques ont été gérées par le comité, d'autres l'ont été par la chefferie (l'aide du député Haladou ainsi qu'une partie de l'aide arabo-islamique), d'autres encore par des leaders politiques locaux (l'aide du député Elhadj Maman Issa) ou par les associations islamiques.

La multiplicité des institutions et des acteurs impliqués dans la gestion et la distribution de l'aide a eu pour conséquence majeure la non-maîtrise par les bénéficiaires des circuits de distribution et des différents pôles de décision.

6.1.1. Le comité chargé de la distribution gratuite des vivres aux nécessiteux

Le comité chargé de la distribution gratuite de l'aide aux nécessiteux a été créé le 3 octobre 2005 par arrêté du maire de la commune urbaine de Guidan Roumji. Outre les représentants du conseil communal (deux conseillers ainsi que le maire ou son adjoint), le comité comprenait les représentants des services techniques gouvernementaux (élevage, agriculture, développement social, développement communautaire), de la société civile (l'Union des syndicats de travailleurs du Niger (USTN), la Confédération démocratique des travailleurs du Niger (CDTN), l'Association nigérienne pour la défense des droits de l'Homme (ANDDH), le Rassemblement démocratique des femmes du Niger (RDFN) et l'Association des femmes du Niger (AFN)), un représentant de la chefferie traditionnelle (le chef de canton), un représentant des partis politiques (de la mouvance ou de l'opposition) ainsi qu'un représentant de la gendarmerie. Il était composé au total de quinze membres qui se réunissaient avant et après chaque opération de distribution : avant pour dégager les modalités pratiques de distribution, et après pour tirer les leçons de l'opération et prendre des mesures correctives pour les opérations à venir.

Néanmoins, force est de constater que le comité s'est globalement caractérisé par une confusion, tant dans sa composition que du point de vue de son fonctionnement. Bien que le discours officiel mette en avant le bon fonctionnement de la structure, de nombreux acteurs locaux, et parmi eux certains membres du comité, affirment que la structure s'est surtout illustrée par son manque de dynamisme et de transparence dans la conduite des opérations. Certains membres disent ignorer l'existence d'une telle structure pour n'avoir jamais été mis au courant d'une réunion. C'est le cas notamment de cet enquêté, membre d'une structure locale dont on nous avait affirmé qu'elle faisait partie du comité :

« Personne ne m'a jamais dit que je suis membre du comité, à vrai dire c'est à travers vous que j'ai entendu qu'il y avait eu un comité pendant la crise et qui regroupait certaines structures. Mais moi je n'ai pris part à aucune des réunions du comité. »

Il en va de même pour la représentante de la section locale de l'AFN et de celle du RDFN, toutes deux supposées faire partie de la structure, et des partis politiques tant de la mouvance que de l'opposition, dont les représentants soutiennent n'être pas au courant de l'existence dudit comité. Le leader de l'opposition politique locale affirme :

« Je ne suis pas au courant de l'existence du comité et je n'ai pris part à aucune des réunions tenues par lui. »

La réponse du leader de la mouvance des partis au pouvoir est légèrement différente :

« J'ai appris comme vous que le maire a mis en place un comité qui sera chargé de distribuer les vivres aux populations, mais ni moi ni personne d'autre n'a assisté à une réunion de ce comité au nom des partis membres au pouvoir. »

Pour les interlocuteurs, il est aisé de constater que seuls ceux ou celles qui ont bénéficié des prestations du comité parlent du rôle dévolu au comité, tout en évoquant les distributions de céréales qui se sont déroulées soit à la préfecture soit à la mairie.

6.2. Les appréciations et perceptions de la crise

L'appréciation de l'ampleur et de la gravité de la crise de 2004-2005 s'effectue par rapport aux différentes famines, récentes ou lointaines, qu'ont subi nos interlocuteurs. Les expressions ou terminologies populaires consacrées pour désigner des événements qui se sont déroulées à des périodes plus ou moins récentes sont assez riches et variées : *El Bahari*, *El Bare*, *tchin fara*, *maïkorare*, *sabale*, *ta mutuan chanu* sont les principaux éléments constitutifs du vocabulaire local des famines.

6.2.1. « El Bahari » et « El Bare »

Ce sont les deux famines les plus récentes connues dans la zone, car la plupart de nos interlocuteurs en parlent avec aisance et précision. Elles se seraient déroulées respectivement en 1984 (*El Bahari*) et en 1996 (*El Bare*) et ont pour caractéristique commune de porter le nom de chefs d'Etat : l'un du Nigeria et l'autre du Niger. Dans les représentations populaires locales, l'utilisation du nom de « Bahari » pour désigner la famine de 1984 vient du fait que ce dernier avait fermé les frontières de son pays pour empêcher le passage de vivres vers le Niger (*ya rufe frontiyeer dan kar hasi yechigo*). Le nom de « Bare » est lui utilisé pour souligner que son avènement au pouvoir n'a pas été bon pour le Niger (*loka tchin ikon Bare ne*), alors que celui-ci aurait dû être synonyme de bonheur et de prospérité pour le pays, à commencer par une bonne campagne agricole.

6.2.2. « Ta mutuan chanu »

Elle renvoie à la famine de 1974. Cette année-là, le bétail fut le plus affecté, et, par effet collatéral, les humains également. Elle se caractérise par une chute des cours sur tous les marchés : les animaux se vendaient à un prix extrêmement bas et les acheteurs ne se manifestaient que peu ou pas du tout. Un boucher se rappelle qu'une vache lui avait été vendue à moins de 1 000 FCFA, et que le mouton ou la chèvre coûtait 400 FCFA dans le meilleur des cas :

« Je me souviens avoir payé avec un Peul une vache à moins de 1 000 FCFA, le mouton et la chèvre ne coûtaient rien du tout, avec 400 FCFA, vous avez à choisir. »

Ta mutuan chanu, littéralement « l'année de la mort des vaches », se caractérise par la mort massive du bétail, notamment des bovins. Cette année, les populations ont dû se nourrir de feuilles d'arbres et autres herbes sauvages pour pouvoir survivre.

6.2.3. « Tsabale »

Tsabale fait référence à la famine de 1966. Cette année-là, on se souvient que le prix de la mesure de mil (*tiya*), qui était à 20 FCFA, était subitement monté à 100 FCFA. L'une des conséquences directe de cette montée brusque du cours des céréales fut de rendre les denrées moins accessibles, et ce malgré leur disponibilité sur les marchés, du fait de la faiblesse du pouvoir d'achat.

Pour survivre, les plus vulnérables allaient travailler pour les autres (*barema*). La main d'œuvre agricole était bon marché à l'époque, une journée de travail étant rémunérée à 100 FCFA. Par ailleurs, les animaux se vendaient à un prix relativement peu élevé sur les marchés.

« J'ai vu de mes yeux là où on avait vendu cette année là une chèvre et ses deux petits à 175 FCFA. » (El Hadji M.A., habitant du quartier Massalatchi).

La consommation des feuilles de *dagna* remonte à cette époque.

6.2.4. « *Maïkorare* »

Maïkorare signifie « celle qui chasse ou a chassé ». Cette crise se serait déroulée en 1954 et aurait provoqué l'exode massif des populations vers le Nigeria, notamment vers Djibia, une localité voisine pour les habitants de la zone. Tous ceux qui n'avaient rien à manger furent contraints de partir et ne revinrent qu'après les premières pluies. Au cours de cette crise également, la consommation de feuilles de *tafassa* et autres feuilles similaires a été rapportée. Le déstockage d'animaux était le principal moyen de survie. L'entraide et la solidarité auraient beaucoup joué, car ceux qui avaient de quoi se nourrir aidaient ceux qui n'en avaient pas.

6.2.5. « *Tchin fara* »

Tout comme pour les deux famines précédentes, celle-ci nous a été rapportée par deux interlocuteurs d'un âge relativement avancé (68 et 69 ans). Elle se serait déroulée en 1952 et aurait affectée aussi bien les hommes que les animaux. Le nom de *Tchin fara*, littéralement « les criquets ont tout mangé », provient du fait que la famine avait été principalement causée par une invasion acridienne qui aurait tout détruit sur son passage.

« Je me souviens que les criquets sont arrivés un jeudi et c'était le jour de la *Tabaski*. En un rien de temps, ils ont tout détruit sur leur passage. » (El hadji M.A., habitant du quartier Massalatchi).

Leur récit fait également mention de nombreuses stratégies de survie qui permettaient de faire face aux famines. Certaines d'entre elles, se rapportant à des époques lointaines, ne sont plus utilisées.

« Les stratégies développées consistaient d'une part à déterrer les termitières à la recherche de graines éventuelles, et d'autre part à piler des Calebasses pour en faire de la bouillie. La cueillette des feuilles de certaines espèces d'arbres pour se nourrir figurait aussi parmi les stratégies à l'époque. Cette année-là, on a consommé le *sabe* et le *tafassa*. Le *tafassa* se cueillait dès le stade de la germination et le mil était récolté avant la maturation. » (M.A., chef de famille vulnérable, quartier Zongo).

6.2.6. *La crise alimentaire de 2004-2005 à Guidan Roumji*

La variété des expressions localement employées témoigne de la réalité et de l'ampleur du problème. Certaines expressions se rapportent à l'attitude de certains commerçants qui ont pratiqué l'usure (*atchi badadi*), d'autres décrivent la situation de ménages qui auraient tout vendu, jusqu'à l'armoire et aux tasses qui s'y trouvaient (*tatchi koba da kanoni*), d'autres encore offrent l'image d'une famine qui a tout emporté sur son passage, tel un râteau que l'on utilise pour balayer (*may mayayi*).

Les femmes, mariées ou veuves, appartenant à la catégorie des ménages vulnérables, nous ont toutes déclaré avoir vendu des objets pendant la crise.

« Même pour celles qui ont des maris la situation a été difficile. J'ai des enfants et je suis veuve. Pendant la crise, j'ai vendu la chèvre que j'ai, j'avais aussi une robe que j'ai vendue le jour

du marché, et c'est pas tout car j'étais aussi amenée à vendre des tasses pour pouvoir nourrir mes deux enfants. » (H.A., veuve et mère d'enfant malnutri, quartier Zongo).

Il ne nous a pas été possible de nous entretenir avec des usuriers ou avec des commerçants qui auraient acheté des objets de femmes ou de personnes en situation de vulnérabilité. Au centre urbain, les commerçants qui nous ont été désignés comme étant ceux pratiquant habituellement l'usure ne nous tiennent pas le même discours. C'est le cas par exemple de A.B., au sujet de qui plusieurs récits concordent pour dire qu'il prêtait à intérêt pendant la crise, mais qui nous livre ce qui suit :

« Il y a eu des hommes et des femmes qui sont venus me demander des crédits l'année dernière pendant la famine. Le plus souvent, ce sont des mesures de mil qu'ils demandent, je leur donne et la personne me rembourse quand elle trouve l'argent ; il y a d'ailleurs ceux qui ne m'ont jamais payé jusqu'ici. Ceux qui viennent demander des sacs sont rares ; à ceux là, c'est la même chose, je te donne le sac et tu me rembourseras à la récolte le sac au prix où il était sur le marché au moment où tu l'as pris avec moi, voilà ce que je faisais. »

Les personnes vulnérables vendaient leurs biens de valeur généralement le jour du marché (dimanche). Les acheteurs étaient parfois issus d'une autre localité, les femmes préférant vendre leur bien à un étranger plutôt qu'à un habitant du village, par crainte de se voir proposer un prix dérisoire ou d'être humiliée si le bruit de la vente se répandait dans le village.

« J'ai vendu mes tasses le jour du marché à quelqu'un qui n'est pas d'ici. Si vous demandez à quelqu'un d'ici de payer, parfois il vous propose une somme pas intéressante, et le pire, c'est pour aller raconter après qu'une telle a vendu ses tasses à cause de la famine. » (Une femme vulnérable).

6.2.7. La situation alimentaire en 2005-2006

La situation alimentaire en 2005-2006 est jugée relativement bonne dans l'ensemble. Néanmoins, malgré de bonnes récoltes, les séquelles de la crise antérieure sont encore perceptibles chez les ménages vulnérables, et plusieurs interlocuteurs estiment que la crise va se poursuivre.

« La plupart des gens se sont endettés avec la crise et n'ont pas encore remboursé leurs crédits. Certains ont vendu des animaux et autres objets familiaux, d'autres ont mis leurs terres en gage et ne les ont pas encore récupérées faute d'avoir remboursé l'argent qu'ils ont pris à crédit. À vrai dire, pour que la situation se normalise pour beaucoup de personnes, ça va prendre un peu de temps, une seule année ne permet pas de régler toutes les dettes. » (Le chef du quartier Roumji).

« La situation de crise alimentaire risque de se poursuivre en 2006 si des mesures urgentes ne sont pas prises, car déjà à cette date, de nombreuses familles ont épuisé leurs récoltes et sont dans l'attente de l'aide alimentaire de l'Etat et autres partenaires. » (Le chef du service départemental de l'Agriculture).

En effet, pendant les enquêtes, nombreux ont été les ménages affirmant avoir déjà épuisé leurs stocks de céréales et être dans l'attente de l'aide alimentaire soit de l'Etat soit des partenaires traditionnels.

« Je n'ai plus rien à manger dans ma maison, l'Etat doit faire quelque chose pour nous aider, car la situation est difficile pour des gens comme moi. » (K.A., mère d'enfant malnutri, quartier Zongo).

« Au moment où je vous parle, nombreux sont les chefs de ménage qui n'ont pas de quoi nourrir leurs enfants, car ils ont déjà fini de manger le peu qu'ils ont récolté pendant la campagne agricole précédente et ont besoin qu'on les aide. » (Le maire adjoint de la commune de Guidan Roumji).

Ce point de vue est également partagé par le député Maman Issa. Ce dernier fustige néanmoins les gaspillages que font certains paysans après les récoltes :

« La situation sera difficile pour beaucoup, même cette année, mais il faut aussi reconnaître que les récoltes de l'année passée ont été assez bonnes pour certains et qu'il fallait bien gérer le peu qu'on a eu. Mais malheureusement, ça n'a pas été le cas, car en général, c'est après les récoltes que les gens vendent une partie de leurs productions pour s'adonner à des mariages ou pour organiser d'autres cérémonies. »

Face à ce constat, le conseil communal entend mener des actions de sensibilisation pour amener les populations à bannir les comportements ostentatoires pendant les récoltes :

« Au niveau de Guidan Roumji, nous sommes en train de sensibiliser nos populations dans le sens d'une bonne gestion de la production après les récoltes. Il le faut, car si ça continue comme ça, il sera difficile de constituer une réserve suffisante pour affronter les situations de famine ou de crise alimentaire. » (Le maire adjoint de la commune de Guidan Roumji).

6.2.8. *Quelles appréciations et perceptions de l'aide par les bénéficiaires ?*

Les populations ont leurs critères d'appréciation de l'aide des donateurs : les quantités distribuées, la régularité ou la fréquence des opérations et l'accès à la ressource (denrée ou argent) offerte par un partenaire sont les principaux éléments utilisés pour juger du rôle ou de l'impact d'une aide.

Le calendrier et les quantités distribuées

La quantité de l'aide distribuée ou vendue est variable d'un partenaire à l'autre : des tonnages pour certains, quelques kilogrammes pour d'autres, le tout selon des fréquences de distribution ou de vente laissées à l'appréciation des donateurs ou de ceux chargés d'élaborer des critères de distribution et de la conduite des opérations. Pour les plus vulnérables, il est évident que tout cela n'est pas sans poser quelques problèmes. Quelle que soit l'aide concernée (cinquante tonnes de l'Etat et vingt sacs de farine de manioc du député), il apparaît que les quantités n'ont pas permis d'atteindre de façon significative un grand nombre de personnes. De même, les intervalles de distribution n'ont pas été suffisamment rapprochés pour que l'aide puisse avoir un effet positif sur la situation.

« Il y a eu certes des distributions ça et là, mais le problème, c'est qu'elles n'ont pas touché beaucoup de personnes, et en plus, je trouve que les quantités étaient trop insuffisantes et que les distributions étaient éloignées les unes des autres, c'est ce qui fait que les rations n'ont pas produit les effets escomptés. » (Un paysan).

La ration individuelle, évaluée entre une et deux *tiya* au maximum, est jugée particulièrement dérisoire par certains, même s'il est admis qu'elle a malgré tout permis de résoudre ne serait-ce que les problèmes alimentaires d'une journée.

« L'aide de l'Etat a été très insuffisante, une ou deux *tiya* par personne... Que représente pour quelqu'un qui a faim quelques grammes de farine de manioc ? » (Un chef de ménage vulnérable).

L'aide sous forme de vente à prix modéré a elle aussi été diversement appréciée. En effet, compte tenu du fait que certains n'y ont pas eu accès par manque d'argent, elle a été jugée discriminatoire pour les catégories les plus défavorisées. On déplore également l'absence de ciblage de ceux qui sont réellement nécessiteux.

« On a appris que le député Maman Issa a mis en vente du mil à prix modéré, mais cela n'était pas pour nous autres, mais plutôt pour ceux qui ont l'argent pour le payer. On n'a vraiment pas cherché à cibler les vrais nécessiteux, on a plutôt vendu sans discernement. » (Un chef de ménage vulnérable).

En revanche, ceux qui avaient les ressources pour se procurer l'aide l'apprécient positivement.

« Le député Maman Issa a vendu des céréales à prix modéré, c'était vraiment bien. Seulement, il aurait été préférable de multiplier le nombre de fois au lieu d'une seule opération. »
(Un paysan).

La régularité ou la fréquence des opérations

A Guidan Roumji, le regard que portent les populations sur une aide dépend principalement du nombre de fois où il y a eu distribution gratuite ou vente à prix modéré. Les plus informés sont certainement ceux qui ont eu la chance d'accéder aux différentes aides : ceux par exemple qui savent que l'aide de l'Etat a donné lieu à trois opérations de distribution gratuite, qu'un député a fait don de farine de manioc, ou encore que l'aide arabe comprenait une distribution d'argent aux populations. Ce sont encore ces mêmes personnes qui savent que l'accès à l'aide donnée par les Arabo-islamiques (vivres et argent) n'était possible que sur la base de tickets émis depuis le chef-lieu de région (Maradi), et distribués sur place par les différents chefs de quartier.

Ces tickets étaient distribués gratuitement, mais toute personne n'en possédant pas ne pouvait prétendre à cette aide. Cette ignorance, liée au manque d'information, a été « bienvenue » du fait que l'aide était insuffisante pour couvrir les besoins de tous. Ceux qui ont eu accès à ces aides racontent avec aisance et précisions les périodes pendant lesquelles les distributions ou partages se sont déroulés, avec une maîtrise parfaite des circuits et des modalités pratiques du déroulement d'une opération.

« L'aide de l'Arabe qui a aussi distribué l'argent dans les villages et qui a donné trois millions à Guidan Roumji est venue au moment où les gens travaillent dans les champs, c'était la période la plus difficile et c'est pourquoi ça nous a beaucoup soulagé. » (Un chef de quartier).

Seules les personnes ayant cette maîtrise ont pu juger que les intervalles d'une aide spécifique étaient trop éloignés pour permettre l'effet atténuateur escompté. Or, ceux qui maîtrisent les procédures se retrouvent en général être soit des fonctionnaires, soit des agents de l'administration décentralisée ou encore des personnes proches de la chefferie. Dans ces cas, on note la maîtrise de la fréquence avec laquelle les choses se sont déroulées, et ceci soit du fait que l'intéressé ait été associé au comité en charge de la gestion, soit parce qu'il se comptait parmi les bénéficiaires.

« Toutes les distributions faites par le comité se sont passées dans la plus grande transparence, car j'ai bénéficié comme beaucoup d'autres de cette aide. » (Un enseignant).

Le fait que des catégories pouvant être considérées comme non vulnérables ou moins vulnérables (enseignants, personnels d'appui technique...) puissent accéder à de l'aide supposée être destinée aux plus vulnérables, pose de vrais problèmes de fond.

« On dit qu'on a amené l'aide pour les nécessiteux, mais dans les faits on s'est rendu compte que ce sont plutôt ceux qui ne sont pas dans le besoin qui se sont servis. » (Un enseignant).

La question de l'accès à la ressource

Le dispositif local officiel (comité), mis en place pendant la crise de 2004-2005, devait permettre une plus grande transparence dans l'accès à l'aide destinée aux populations nécessiteuses. A Guidan Roumji, le comité chargé de la distribution gratuite des vivres aux nécessiteux a fonctionné parallèlement à d'autres structures, qui ont elles aussi centralisé et géré de l'aide. Le chef de canton et les chefs de quartier ont ainsi réceptionné et distribué l'aide du député (Haladou), celle des Arabo-islamiques ainsi que celle du PRAHN, tandis qu'une association islamique de la place a reçu de l'aide en nature et en espèce venant

d'autres donateurs arabes. L'accès à l'aide pose néanmoins le problème du ciblage des populations réellement nécessiteuses.

Officiellement, les critères retenus pour l'établissement de la liste des bénéficiaires ont été élaborés sur la base des données du service départemental du Développement social.

« Pour savoir qui doit en bénéficier, c'est au développement social qu'on se référerait pour établir les listes. » (Le maire adjoint de la commune de Guidan Roumji).

Néanmoins, lorsque l'on interroge la responsable en charge du service en question, ses propos vont dans le sens inverse :

« Dire qu'il y a des critères de sélection basés sur les données du service social n'est pas juste, le comité n'a pas joué ce rôle. Ils ont fait leurs distributions comme ils l'entendaient. La seule chose que je faisais était que chaque fois qu'il y a distribution à laquelle je suis conviée, je tente de plaider le cas des personnes handicapées, même si on n'a pas toujours eu là aussi gain de cause. C'est d'ailleurs parce que je fais tout pour qu'on n'oublie pas les personnes handicapées que certains pensent que j'en fais trop. »

« On cherche l'aide à notre nom mais on n'en profite pas toujours. Lorsqu'il y a distribution, c'est la femme du développement social qui fait tout pour qu'on ait notre part et ça aussi, il semble que certains trouvent qu'elle veut trop se faire voir. » (Le président de l'association des aveugles).

Conclusion

Les résultats des enquêtes de terrain montrent que pour Guidan Roumji la crise de 2004-2005 résulte d'une combinaison de plusieurs facteurs. Ils témoignent de la mauvaise campagne agricole et pastorale précédente, d'une forte pression foncière, d'une dégradation accélérée des ressources naturelles, d'un affaiblissement des systèmes de production, etc. Les enquêtes dévoilent par ailleurs la dégradation lente et continue des systèmes de vie des ménages urbains dans un contexte marqué par une paupérisation croissante des populations.

Au centre urbain de Guidan Roumji, la crise peut être qualifiée de sévère pour les personnes les plus pauvres. Elle se caractérise par d'importantes modifications observées dans les pratiques et les habitudes alimentaires des populations. Ces modifications concernent autant la quantité, la qualité que la fréquence dans les repas. La mise en œuvre de stratégies de survie (l'endettement, la décapitalisation de biens personnels et familiaux, l'exode, la cueillette et la pratique d'activités génératrices de revenus, etc.) ont été les moyens déployés par les uns et les autres pour faire face à la crise. Cependant, l'ampleur exacte du phénomène reste difficile à déterminer, dans la mesure où il n'existe pas de données permettant de quantifier avec précision le nombre de personnes réellement touchées.

Plusieurs partenaires, aussi bien l'Etat que divers projets, ONG et associations, ainsi que des donateurs privés, se sont mobilisés pour apporter leur contribution. Les aides ont pris diverses formes : aides en nature ou en espèce, sous forme de distributions gratuites ou de ventes à prix modéré. Concernant les ventes à prix modéré et les distributions gratuites, il ressort des enquêtes le sentiment d'un démarrage trop tardif et d'un échelonnement insuffisant dans le temps. En effet, il apparaît que les quantités vendues ou distribuées ont été trop faibles pour apporter un répit suffisant aux ménages. Par ailleurs, on observe qu'une part significative des ménages investigués n'avait pas les moyens d'acheter, même au détail, les céréales à prix modérés. En outre, les investigations révèlent que ce ne sont pas toujours les plus nécessiteux qui ont eu accès à l'aide. L'insuffisance ou le manque de réponses ciblées sur les catégories réellement vulnérables ont été l'une des critiques récurrentes adressées au comité chargé de la distribution gratuite des vivres aux populations nécessiteuses. Il s'agit d'une carence majeure qui a été relevée dans le fonctionnement du dispositif local officiel mis en place par les autorités communales.

La pertinence du comité a été fortement altérée, d'une part par l'absence de critères précis dans l'identification et le ciblage des ménages les plus touchés par la crise, et d'autre part par son incapacité à pouvoir coordonner l'ensemble des aides déployées par les partenaires, qu'il s'agisse de distributions gratuites ou de ventes à prix modéré. En effet, certaines aides ont été sous le contrôle et la responsabilité du comité, tandis que d'autres ont été réceptionnées et gérées tantôt par la chefferie traditionnelle tantôt par des associations religieuses ou par des représentants locaux des formations politiques. Cette situation est sans doute à imputer à la faible réactivité des pouvoirs politiques et administratifs à mieux coordonner l'aide, ce que traduisent les propos d'un opposant au chef de canton :

« On ne peut pas parler de transparence dans la gestion et la distribution des aides à Guidan Roumji, dans la mesure où il y a eu ici plusieurs personnes qui ont géré les aides. Il aurait fallu une seule structure comme le comité créé par le maire, pour centraliser tous les dons, mais on s'est rendu compte que d'autres personnes comme les chefs de quartier et le chef de canton ont eu un rôle à jouer dans ça, même les partis politiques et l'association islamique ont eu à recevoir des aides et à les distribuer. En principe, du moment où il y avait un comité qui a été mis en place uniquement pour ça, c'est à lui de faire ce travail, mais comme le comité n'a pas bien joué son rôle, chacun fait ce qui l'arrange dans cette affaire et voilà pourquoi d'ailleurs il n'est pas surprenant d'entendre des gens dire qu'ils ne sont pas au courant de l'existence du comité. »

Bibliographie

ALPHA GADO, B. (1993), *Une histoire des famines au Sahel*, L'Harmattan, Paris.

CARE INTERNATIONAL (1997), « Evaluation de la sécurité des conditions de vie dans le département de Maradi », Université d'Arizona/CARE NIGER, Niamey.

COPANS, J. (ed), (1975), *Sécheresse et famines au Sahel*, Maspéro, Paris.

DELPEUCH, F. (2006), « Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : Synthèse concernant les aspects nutritionnels », in EGG, J. *et al.*

DOKA, M. ET M. MONIMART (2003), « Pression foncière et nouvelles formes d'accès à la terre : Vers une déféminisation de l'agriculture au Sud Niger ? » IIED, Londres.

EGG, J., D. MICHIELS, R. BLEIN, et V. ALBY-FLORES (2006), « Evaluation du dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : rapport principal », République du Niger : Cabinet du Premier ministre, Cellule crise alimentaire, IRAM.

KONE, M. (2006a), « Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : enquêtes sur la région de Maradi », in EGG, J. *et al.*

KONE, M. (2006b), « La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique », LASDEL, Niamey.

RAYNAUT, C. (1990), « Inégalités économiques et sociales. Exemples Haoussa au Niger », in FASSIN, D. et Y. JAFFRE, (eds), *Sociétés, développement et santé*, 136-154, Ellipses, Paris.

RAYNAUT, C. (1983), « La crise des systèmes de production agro-pastorale au Niger et en Mauritanie », in RAYNAUT, C. (ed), *Milieu naturel, techniques et rapports sociaux*, 79-98, Editions du CNRS, Paris.

Sigles et acronymes

AFN	Association des femmes du Niger
BC	Banque céréalière
CCA	Cellule crise alimentaire
CRENI	Centre de récupération nutritionnelle intensive
CSI	Centre de santé intégré
LASDEL	Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local
ONG	Organisation non gouvernementale
MSF	Médecins sans frontières
PRAHN	Projet de réhabilitation des aveugles et handicapés du Niger
RDFN	Rassemblement démocratique des femmes du Niger